



EVALUATION EXTERNE A MI-PARCOURS DU  
PROGRAMME DE RESILIENCE ECONOMIQUE ET  
SOCIALE DES POPULATIONS DE L'EST FACE AUX  
CONFLITS ET CHANGEMENTS CLIMATIQUES AU  
TCHAD (RESPECCT)

---

# Rapport Final



Cofinancé par  
l'Union européenne

# Sommaire

<b>SOMMAIRE</b>	<b>II</b>
<b>TABLE DES ILLUSTRATIONS</b>	<b>III</b>
<b>SIGLES ET ABREVIATIONS</b>	<b>IV</b>
<b>RESUME EXECUTIF</b>	<b>VI</b>
<b>1. INTRODUCTION</b>	<b>1</b>
<b>2. METHODOLOGIE</b>	<b>2</b>
2.1. OBJECTIFS DE L'ÉVALUATION	2
2.2. METHODOLOGIE UTILISEE	2
2.3. SUCCES ET LIMITES DE LA METHODE	5
<b>3. ANALYSE DE LA PERFORMANCE DU PROGRAMME</b>	<b>6</b>
3.1. PERTINENCE	7
3.2. COHERENCE	12
3.3. EFFICACITE DU PROGRAMME	16
3.4. EFFICIENCE	20
3.5. IMPACT / EFFETS DE RESPECT ET DE DIZA-EST	23
3.5.1. APPRECIATION DE L'IMPACT DE RESPECCT	23
3.5.2. IMPACT DE DIZA-EST : ENSEIGNEMENTS ISSUS DES FOCUS GROUPES D'ANCIENS BENEFICIAIRES	25
3.6. QUESTIONS TRANSVERSALES	26
<b>4. CONCLUSION GENERALE DE L'ÉVALUATION A MI-PARCOURS</b>	<b>30</b>
<b>5. LEÇONS APPRISES ET BONNES PRATIQUES</b>	<b>31</b>
5.1. CINQ PRINCIPALES LEÇONS APPRISES	31
5.2. SIX BONNES PRATIQUES IDENTIFIEES	32
<b>6. LES RECOMMANDATIONS ISSUES DE CETTE EVALUATION A MI-PARCOURS</b>	<b>34</b>
6.1. RECOMMANDATIONS STRATEGIQUES	34
6.2. RECOMMANDATIONS OPERATIONNELLES	35
<b>BIBLIOGRAPHIE INDICATIVE</b>	<b>36</b>
<b>ANNEXES</b>	<b>37</b>
ANNEXE 1 : MATRICE DE TRIANGULATION DES SOURCES MOBILISEES	37
ANNEXE 2 : TABLEAU DE SYNTHESE DE L'ÉCHANTILLONNAGE QUALITATIF	40
ANNEXE 3 : CALENDRIER TERRAIN	41

## Table des illustrations

### - Liste des tableaux

Tableau 1: bilan collecte qualitative .....	3
Tableau 2: bilan collecte quantitative.....	4
Tableau 3: répartition des rôles et mécanismes de coordination au sein de RESPECCT .....	13

### - Liste des graphiques

Graphique 1: répartition selon le statut du chef de ménage .....	4
Graphique 2: appréciation des activités du programme.....	9
Graphique 3: score de consommation alimentaire .....	17
Graphique 4: diversité alimentaire des ménages par province .....	18

### - Encadré

Encadré 1: impact de DIZA-Est, enseignements issus des focus groupes .....	26
--	----

## Sigles et abréviations

<b>ACCCIA</b>	Association Contre le Changement Climatique et l'Insécurité Alimentaire
<b>ADASE</b>	Association pour le Développement de l'Agriculture, l'Assainissement, la Santé, l'Éducation, l'Eau et l'Environnement
<b>ADIL</b>	Association pour la Dynamisation des Initiatives Locales
<b>ADRAH</b>	Association pour le Développement et de Renforcement de l'Action Humanitaire
<b>AFD</b>	Agence Française de Développement
<b>AG</b>	Assemblée Générale
<b>AGR</b>	Activité Génératrice de Revenus
<b>ANADER</b>	Agence Nationale d'Appui au Développement Rural
<b>ATURAD</b>	Association des Témoins des Urgences et des Actions de Développement
<b>AVEC</b>	Association Villageoise d'Épargne et de Crédit
<b>BCI</b>	Bureau Consulting International
<b>CCA</b>	Cluster Cantonaux d'Action
<b>CDA</b>	Comité Départemental d'Action
<b>CLA</b>	Comité Local d'Action
<b>CNARR</b>	Commission Nationale d'Accueil et de Réinsertion des Réfugiés
<b>CPA</b>	Comité Provincial d'Action
<b>CVL</b>	Comité Vert Local
<b>CWG</b>	Cash Working Group
<b>DGG</b>	Discussion de Groupe Genre
<b>DIZA-EST</b>	Programme Développement Inclusif des Zones d'Accueil à l'Est du Tchad
<b>DM</b>	Distribution Monitoring
<b>DUE</b>	Délégation de l'Union Européenne
<b>EASE</b>	Economic and Social Empowerment
<b>HCR</b>	Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés
<b>HEA</b>	Household Economy Approach
<b>IRC</b>	International Rescue Committee

<b>M</b>	Moyen (catégorie socio-économique des ménages)
<b>MEAL</b>	Monitoring, Evaluation, Accountability and Learning
<b>MEB</b>	Minimum Expenditure Basket
<b>N</b>	Nanti (catégorie socio-économique)
<b>OG</b>	Objectif Général
<b>ONG</b>	Organisation Non Gouvernementale
<b>OS</b>	Objectif Spécifique
<b>OSC</b>	Organisation de la Société Civile
<b>P</b>	Pauvre (catégorie socio-économique)
<b>PAM</b>	Programme Alimentaire Mondial
<b>PARCA</b>	Projet d'Appui aux Réfugiés et aux Communautés d'Accueil
<b>PDL</b>	Plan de Développement Local
<b>PDM</b>	Post Distribution Monitoring
<b>PV</b>	Procès-Verbal
<b>rCSI</b>	Reduced Coping Strategy Index
<b>RESPECCT</b>	Résilience Économique et Sociale des Populations de l'Est face aux Conflits et au Changement Climatique au Tchad
<b>SAP</b>	Système d'Alerte Précoce
<b>SCA</b>	Score de Consommation Alimentaire
<b>SDAM</b>	Score de Diversité Alimentaire
<b>SFCG</b>	Search For Common Ground
<b>SISAAP</b>	Système d'Information sur la Sécurité Alimentaire et d'Alerte Précoce
<b>SOP</b>	Standard Operating Procedure
<b>SPONGAH</b>	Secrétariat Permanent des ONG et Actions Humanitaires
<b>TA-ERD</b>	Technical Advisor – Economic Recovery and Development
<b>TP</b>	Très Pauvre (catégorie socio-économique)
<b>UCC</b>	Unité de Coordination du Consortium
<b>VBG</b>	Violence Basée sur le Genre

## Résumé exécutif

### Contexte du programme et approche méthodologie de l'évaluation

Le programme Résilience Économique et Sociale des Populations de l'Est face aux Conflits et au Changement Climatique au Tchad (RESPECCT) s'inscrit dans un contexte régional marqué par une crise multidimensionnelle profonde. Depuis avril 2023, la reprise du conflit au Soudan a provoqué un afflux massif de réfugiés dans les provinces de l'Est dont le Ouaddaï, le Sila et le Wadi Fira, accentuant une pression déjà forte sur les ressources naturelles, les services sociaux et la cohésion communautaire. Cette crise s'ajoute à des vulnérabilités structurelles anciennes liées à la pauvreté, à l'insécurité alimentaire chronique et aux effets du changement climatique. Dans ce contexte, le programme, mis en œuvre depuis février 2023 par un consortium d'ONG internationales et nationales, vise à articuler aide humanitaire, relèvement économique et consolidation de la paix selon une approche Nexus.

L'évaluation externe à mi-parcours analyse la performance du programme à travers les critères de pertinence, cohérence, efficacité, efficience et impact, tout en intégrant une lecture transversale des enjeux de genre, de gouvernance locale et de sensibilité aux conflits, etc. Elle repose sur une méthodologie mixte combinant analyse documentaire, enquêtes quantitatives auprès des ménages, entretiens individuels et discussions de groupe menés dans les trois provinces d'intervention. La triangulation des sources a permis d'apprécier de manière nuancée les progrès réalisés, les limites observées et les dynamiques en cours.

### Performance du programme à mi-parcours

Sur le plan de la pertinence, le programme apparaît fortement aligné avec les besoins des populations hôtes, réfugiées et retournées. Les priorités identifiées par les communautés (accès aux moyens de subsistance, sécurité alimentaire, cohésion sociale et prévention des tensions) correspondent étroitement aux axes d'intervention retenus. La crise soudanaise de 2023 a profondément modifié le contexte depuis la conception du programme, mais celui-ci a démontré une capacité d'adaptation notable. En particulier, RESPECCT joue un rôle central dans les zones hors camps, moins couvertes par l'aide humanitaire classique, en contribuant à absorber les chocs liés aux nouveaux arrivants et à limiter les tensions locales. L'approche Nexus apparaît ainsi pertinente pour répondre à l'imbrication des vulnérabilités humanitaires, économiques et sociales, alors que RESPECCT se chargera de la construction de certaines infrastructures de services de base, certains besoins structurels dépassent le périmètre du programme.

La cohérence du programme est globalement satisfaisante. Elle se manifeste d'abord à travers la complémentarité des rôles entre les membres du consortium. Cette répartition des responsabilités favorise une articulation fonctionnelle entre assistance, relèvement et paix. La cohérence externe est également assurée par l'alignement du programme avec les priorités nationales et les cadres stratégiques liés à la résilience, à la décentralisation et à la gestion des conflits. Les services déconcentrés de l'État participent aux dispositifs de concertation et au suivi technique, même si la régularité des échanges et la formalisation de cette coordination pourraient être renforcées. Au niveau communautaire, les comités locaux jouent un rôle clé dans la remontée d'informations, la mobilisation et la médiation, contribuant à ancrer le programme dans les dynamiques locales.

L'analyse de l'efficacité montre des résultats contrastés à mi-parcours. Le volet assistance monétaire constitue la composante la plus avancée et la plus visible : près de 9 000 ménages

ont été atteints à travers plusieurs cycles de transferts, avec des effets tangibles sur la réduction des stratégies négatives de survie et la stabilisation temporaire de la consommation alimentaire. Les données quantitatives indiquent une amélioration modérée des scores de consommation et de diversité alimentaire. En revanche, les composantes structurelles (AGR, formations professionnelles, actions environnementales et activités de cohésion sociale) ont connu des retards importants liés à des contraintes administratives, sécuritaires et organisationnelles, ainsi qu'à l'impact de la crise soudanaise. Ces retards ont freiné la logique séquentielle du Nexus et limité la capacité du programme à produire des effets durables à ce stade. Les dynamiques positives observées (AVEC fonctionnelles, premières améliorations des relations communautaires, participation accrue des femmes) restent encore fragiles et inégalement réparties selon les zones.

S'agissant de l'efficience, le programme présente un contraste marqué entre une bonne maîtrise des procédures financières et une exécution opérationnelle ralentie. Le taux de consommation budgétaire reste faible à mi-parcours (26% du budget global), reflétant davantage des retards de mise en œuvre que des inefficiences financières. Le volet cash illustre toutefois une utilisation efficiente des ressources : les frais de transfert sont contenus autour de 5 % et le montant du transfert a été ajusté de 42 000 à 48 000 FCFA afin de tenir compte de l'inflation. Les mécanismes de suivi, de redevabilité et de contrôle sont fonctionnels, et les audits ne relèvent pas d'irrégularités majeures. Néanmoins, l'absence de synchronisation entre les différentes composantes (cash, AGR, cohésion sociale) limite le rendement global des investissements. Les coûts engagés pour les études, diagnostics et outils techniques sont pertinents mais leur valeur ajoutée dépendra de leur traduction effective en activités opérationnelles dans la phase suivante.

En matière d'impact, les effets observés à ce stade sont principalement émergents. Le programme contribue à atténuer les vulnérabilités immédiates, notamment par la stabilisation de la consommation alimentaire et par un soutien partiel aux moyens d'existence. Les AVEC constituent un levier important d'autonomisation économique, en particulier pour les femmes, même si leur potentiel reste conditionné au déploiement effectif des AGR. Sur le plan social, des signes encourageants apparaissent en matière de cohésion et de coexistence pacifique entre réfugiés et communautés hôtes, notamment à travers les espaces collectifs et les mécanismes de dialogue soutenus par le programme. Les effets sur les normes de genre et la prévention des conflits restent toutefois embryonnaires et nécessitent un approfondissement des actions prévues. L'analyse comparative avec les anciens bénéficiaires du programme DIZA-Est suggère que les impacts durables sont atteignables, mais qu'ils requièrent du temps, une continuité d'intervention et une articulation plus forte entre les différentes composantes.

Les questions transversales sont globalement intégrées dans la conception du programme, mais leur traduction opérationnelle demeure inégale à mi-parcours. L'approche sensible aux conflits constitue un acquis important, notamment à travers les analyses produites et les premiers mécanismes de dialogue communautaire, qui contribuent à prévenir les tensions entre populations hôtes, réfugiées et retournées, sans toutefois être encore pleinement déployés sur le terrain. L'intégration du genre est visible dans le ciblage et la forte participation des femmes, avec des effets émergents sur leur autonomie économique et leur capacité de prise de parole, mais les changements de normes sociales restent limités faute d'actions transformationnelles systématiques. Les enjeux environnementaux et climatiques sont bien identifiés dans la stratégie du programme, mais leur opérationnalisation reste partielle, en raison du démarrage tardif des activités et du lien encore faible entre systèmes d'alerte et

décisions opérationnelles. Enfin, les mécanismes de redevabilité et de participation communautaire sont fonctionnels et globalement reconnus, bien que leur efficacité varie selon les zones et gagnerait à être davantage articulée avec les autorités locales. Dans l'ensemble, les dimensions transversales constituent un socle pertinent pour l'approche Nexus, mais leur plein potentiel dépendra d'une mise en œuvre plus cohérente et synchronisée au cours de la suite du programme.

En conclusion, l'évaluation à mi-parcours montre que RESPECCT est un programme pertinent, bien aligné avec les besoins et les priorités stratégiques dans un contexte particulièrement instable. Il dispose d'une architecture conceptuelle solide et d'un potentiel réel de transformation, notamment grâce à son approche Nexus. Toutefois, son efficacité et son efficience demeurent en deçà des ambitions initiales en raison de retards cumulatifs et d'une mise en œuvre encore incomplète des volets structurants. La période restante constitue une fenêtre décisive pour accélérer la mise en œuvre, renforcer l'articulation entre les piliers humanitaire, développement et paix, et consolider les acquis. Si cette dynamique de rattrapage se confirme, le programme pourra pleinement jouer son rôle de stabilisation et de renforcement durable de la résilience des populations de l'Est du Tchad.

## **Leçons apprises et bonnes pratiques**

### *Leçons apprises*

La mise en œuvre du programme confirme que les interventions à l'Est du Tchad doivent être pensées comme fondamentalement adaptatives, dans un contexte marqué par des chocs récurrents et imprévisibles. La crise soudanaise a montré que la capacité d'ajustement rapide est déterminante, et que les mécanismes de type *crisis modifier* gagnent à être intégrés de manière plus structurelle à la planification afin d'éviter des ruptures dans la mise en œuvre.

L'expérience montre que l'approche Nexus ne produit des effets que si ses différentes composantes avancent de manière synchronisée. Lorsque l'assistance monétaire, le relèvement économique et la cohésion sociale sont déployés de façon déséquilibrée, les impacts restent partiels et fragiles. À l'inverse, leur articulation progressive constitue un levier essentiel de stabilisation et de résilience.

Les structures communautaires apparaissent comme des relais indispensables pour la mobilisation, la redevabilité et la prévention des tensions. Leur efficacité dépend toutefois de la continuité de l'accompagnement et de leur articulation avec les services déconcentrés, sans quoi leur rôle reste limité ou inégal selon les zones.

La gestion des attentes des communautés constitue un enjeu central dans un contexte marqué par une forte présence humanitaire. L'introduction d'approches structurelles nécessite un effort constant de communication, de transparence et d'explication afin d'éviter incompréhensions et frustrations, et de maintenir la confiance autour du ciblage et des priorités du programme.

Enfin, les résultats déjà obtenus confirment que les approches techniques doivent être adaptées aux réalités écologiques et sociales locales. Les pratiques agroécologiques, par exemple, produisent des effets différenciés selon les zones et requièrent des accompagnements spécifiques, soulignant la nécessité d'une territorialisation fine des interventions.

### *Bonnes pratiques*

Les AVEC constituent l'un des acquis les plus solides du programme, à la fois comme mécanisme d'autonomisation économique et comme espace de cohésion sociale. Leur appropriation rapide, leur fonctionnement régulier et leur capacité à perdurer au-delà de l'appui direct du projet en font un levier structurant pour la résilience communautaire.

Les mécanismes de redevabilité mis en place ont renforcé la transparence et contribué à prévenir les tensions liées au ciblage. Au-delà de leur fonction de contrôle, ils favorisent le dialogue, la confiance et la résolution pacifique des différends, ce qui renforce l'acceptabilité globale des interventions.

L'intégration progressive des dimensions genre, protection et cohésion sociale constitue une avancée importante. Les actions de sensibilisation ont favorisé une participation accrue des femmes et amorcé des évolutions dans les dynamiques intrafamiliales et communautaires, posant les bases de transformations sociales plus durables.

Les analyses de contexte, de conflits et les cadres méthodologiques développés représentent un capital stratégique majeur. Ils améliorent la compréhension des dynamiques locales et renforcent la qualité du pilotage, à condition d'être rapidement traduits en décisions opérationnelles et en actions concrètes.

La coordination au sein du consortium constitue un facteur clé de cohérence, en favorisant la complémentarité des expertises et l'alignement des interventions. Malgré les coûts de coordination, cette organisation renforce la lisibilité du programme et soutient une approche réellement intégrée du Nexus.

Enfin, l'ancrage communautaire et institutionnel renforce la durabilité des actions. L'implication progressive des autorités locales, des services techniques et des structures communautaires favorise l'appropriation, l'alignement avec les priorités publiques et la continuité des effets au-delà du cycle du projet.

### **Recommandations**

Les recommandations ci-dessous visent à lever les principaux blocages identifiés à mi-parcours et à accélérer la production de résultats, tout en consolidant la cohérence et la durabilité du programme :

1. Alléger les procédures administratives et de validation au niveau des bailleurs et du consortium afin de réduire les retards de mise en œuvre et sécuriser la séquence opérationnelle du Nexus ;
2. Renforcer l'ancrage institutionnel du programme par une implication formalisée des autorités locales et des services déconcentrés, afin d'améliorer la coordination, la continuité et la durabilité des actions ;
3. Structurer une communication communautaire proactive, fondée sur l'information régulière et les mécanismes de redevabilité, pour limiter les incompréhensions, gérer les attentes et renforcer la confiance des populations ;
4. Mettre en œuvre un plan d'accélération des composantes structurantes (AGR, chantiers environnementaux, cohésion sociale), avec un calendrier clair, des responsabilités définies et un suivi rapproché des avancées ;

5. Renforcer l'articulation entre AVEC, AGR et formations professionnelles, afin de maximiser les effets économiques et sociaux et de consolider les trajectoires de sortie de vulnérabilité ;
6. Étendre les activités de cohésion sociale et de prévention des conflits dans les zones les plus sensibles, notamment autour des enjeux fonciers, de transhumance et de cohabitation entre réfugiés et populations hôtes ;
7. Renforcer l'accompagnement technique des actions environnementales, en s'appuyant davantage sur les services déconcentrés et les échanges pratiques, pour favoriser l'adoption durable des techniques agroécologiques ;
8. Valoriser et renforcer les mécanismes de redevabilité existants, en améliorant leur visibilité et le retour d'information aux communautés, afin de consolider la transparence et la confiance autour du programme.

## 1. Introduction

Le contexte général dans lequel s'inscrit le programme RESPECCT est celui d'une crise multidimensionnelle qui, depuis plus de vingt ans, affecte profondément les provinces du Sila, du Ouaddaï et du Wadi Fira à l'Est du Tchad. Ces territoires, frontaliers du Darfour, subissent de manière récurrente les répercussions du conflit soudanais et accueillent des flux continus de réfugiés depuis le début des années 2000. La reprise de la guerre en avril 2023 a provoqué un nouvel afflux dont le nombre est estimé à environ 900 000 personnes en avril 2025 (UNHCR, 2025), ce qui a accentué la pression sur des ressources déjà limitées, renforcé l'insécurité alimentaire, accru la pression foncière et exacerbé des tensions préexistantes entre populations hôtes, retournées et réfugiées. A la même date, on a dénombré respectivement 493 670, 161 362 et 98 031 nouveaux réfugiés au Ouaddaï, à Wadi-Fira et au Sila.

A cette crise migratoire s'ajoutent les effets du changement climatique qui se sont intensifiés, se traduisant par des sécheresses prolongées, des inondations localisées, une dégradation accélérée des sols et une compétition croissante pour l'accès à l'eau et aux terres cultivables (SPARC, 2024). Les analyses humanitaires les plus récentes (OCHA, 2024 et 2025) montrent que près de 40 % de la population tchadienne reste dépendante d'une aide d'urgence, certaines zones de l'Est présentant des niveaux critiques d'insécurité alimentaire, avec des proportions très élevées de ménages ayant une consommation alimentaire inadéquate. Dans cet environnement marqué par des vulnérabilités systémiques, la nécessité d'articuler les réponses humanitaires, les dynamiques de développement et les actions de consolidation de la paix devient un impératif stratégique.

Le programme RESPECCT est né précisément de cette nécessité de dépasser les réponses sectorielles fragmentées pour promouvoir une démarche intégrée de résilience (humanitaire-développement-paix). Mis en œuvre depuis le 1<sup>er</sup> février 2023 pour une durée de cinq ans, sous la coordination de Concern Worldwide dans un consortium avec International Rescue Committee (IRC), Search For Common Ground (SFCG) et les ONG nationales (BCI, OHDEL, ECOCITOYEN), le programme cible les trois provinces les plus exposées à la combinaison des chocs susmentionnés. Sa logique d'intervention repose sur trois piliers complémentaires : l'accès aux ressources essentielles en situation de crise (notamment à travers l'assistance monétaire), le renforcement des moyens d'existence et de l'adaptation au changement climatique, et le développement de mécanismes communautaires de prévention et de transformation des conflits, incluant une prise en compte systématique des questions de genre et de violences basées sur le genre (VBG). Cette structure devrait permettre de répondre à la fois aux besoins immédiats des populations et aux défis structurels de long terme, en cohérence avec les approches territoriales intégrées mises en œuvre par l'AFD au Tchad, l'un des bailleurs de ce programme.

## 2. Méthodologie

Cette section expose la démarche méthodologique ayant guidé l'évaluation à mi-parcours, fondée sur une combinaison de sources documentaires, quantitatives et qualitatives. L'approche retenue vise à reconstituer la logique d'intervention, analyser la performance du programme et comprendre les dynamiques sociales et opérationnelles dans les trois provinces. La triangulation systématique des données<sup>1</sup>, adaptée aux réalités contextuelles du Ouaddaï, du Sila et du Wadi Fira, a permis d'assurer la crédibilité des constats et de proposer une lecture nuancée des résultats observés à ce stade de mise en œuvre.

### 2.1. Objectifs de l'évaluation

L'évaluation à mi-parcours poursuit un double objectif stratégique. Elle vise d'une part à analyser la performance du programme sur la période allant de février 2023 à décembre 2025, en examinant la manière dont les activités, les approches et les mécanismes de coordination ont contribué aux résultats intermédiaires attendus dans les trois provinces. Elle cherche d'autre part à dégager les mesures correctives nécessaires pour renforcer la progression vers les objectifs d'impact, en particulier dans un contexte où les dynamiques humanitaires et socio-politiques évoluent rapidement. L'objectif est donc d'apprécier la pertinence, la cohérence, l'efficacité, l'efficience et l'impact (effets) du programme, tout en identifiant les leviers d'ajustement pour consolider les acquis et renforcer la durabilité. Il s'agit aussi de faire l'analyse de la plus-value de l'approche Nexus (en termes d'articulation entre assistance humanitaire, renforcement économique et cohésion sociale), l'évaluation de la qualité de l'intégration du genre, du climat et de l'approche de « ne pas nuire », ainsi que la capitalisation des pratiques émergentes pour orienter la suite du programme.

### 2.2. Méthodologie utilisée

La méthodologie retenue s'est appuyée sur une combinaison de données quantitatives, qualitatives et documentaires, conformément à l'approche mixte définie dans le rapport de démarrage et dans l'offre technique. L'analyse documentaire a permis de reconstituer la logique d'intervention à partir des documents clés du programme (cadre logique, proposition actualisée, rapports narratifs annuels et semestriels, études techniques sectorielles, baseline, plans de suivi-évaluation, analyses contextuelles et rapports issus des dispositifs internes au programme). Cet examen a servi de base à la construction des questions de terrain et à la triangulation des résultats.

La collecte qualitative a reposé sur des entretiens individuels semi-directifs et des discussions de groupe, menés auprès des équipes du consortium (Concern Worldwide, IRC), des autorités administratives et traditionnelles, des services techniques déconcentrés de l'État (ANADER, services de l'eau, CPA, CDA, CLA), ainsi que des leaders communautaires et des bénéficiaires (femmes, jeunes, réfugiés, membres des AVEC). Ces outils ont permis d'analyser les modalités

---

<sup>1</sup> Voir annexe 1 du rapport.

de participation communautaire tout au long du cycle du projet, les effets perçus sur les moyens d'existence et la cohésion sociale, ainsi que le fonctionnement des mécanismes de redevabilité (comités locaux, boîtes à suggestions, ligne verte) et de gestion des tensions au niveau local. Ces entretiens ont fourni une diversité de perspectives essentielles pour comprendre l'appropriation locale, les blocages et les effets des approches mises en œuvre. Les témoignages recueillis constituent une source d'information riche, notamment pour interpréter les indicateurs quantitatifs.

La collecte quantitative a été réalisée par les enquêteurs de BUCOFORE lors de la mission de terrain de novembre 2025. Dans la mesure où l'évaluation à mi-parcours ne repose pas sur une comparaison statistique complète entre une baseline et une endline, l'appréciation de la performance du programme s'est appuyée sur une démarche d'analyse référentielle et contributive. Les résultats observés ont été comparés, en premier lieu, aux cibles intermédiaires et aux jalons annuels définis dans le cadre logique du programme et dans les plans opérationnels annuels validés par le consortium et le bailleur. En second lieu, l'analyse a mobilisé la théorie du changement implicite du programme, telle qu'exprimée dans la logique d'intervention Nexus Humanitaire–Développement–Paix, afin d'examiner la cohérence entre les activités mises en œuvre, les résultats intermédiaires attendus et les changements observés à ce stade de l'exécution. Enfin, les évolutions mises en évidence par les indicateurs quantitatifs disponibles (sécurité alimentaire, moyens d'existence, participation, cohésion sociale) ont été systématiquement interprétées à la lumière des données qualitatives issues des entretiens, discussions de groupes et observations de terrain, permettant de qualifier la plausibilité des contributions du programme aux effets constatés, sans prétendre à une attribution causale complète. Cette approche est conforme aux bonnes pratiques des évaluations à mi-parcours en contextes fragiles, où l'objectif est prioritairement d'apprécier la trajectoire du programme, la robustesse de ses hypothèses d'intervention et la probabilité d'atteinte des résultats à l'horizon de l'évaluation finale. Les tableaux suivants reprennent les principales statistiques<sup>2</sup> :

*Tableau 1: bilan collecte qualitative*

Provinces	Equipe du projet	Bénéficiaires	Autorités administratives et traditionnelles	Grand total
Ouaddaï	4	9	3	
Sila	4	9	4	
Wadi-Fira	5	8	3	
Total	13	27	10	50

- Focus group : 6
- Entretiens individuels : 44

Au total, la collecte qualitative a couvert 50 échanges répartis de façon quasi équilibrée entre les trois provinces : Ouaddaï (16), Sila (17) et Wadi-Fira (16). Elle combine 44 entretiens individuels et 6 focus groups, afin d'articuler des analyses fines de trajectoires et de mise en

<sup>2</sup> Voir annexe 2 pour les détails.

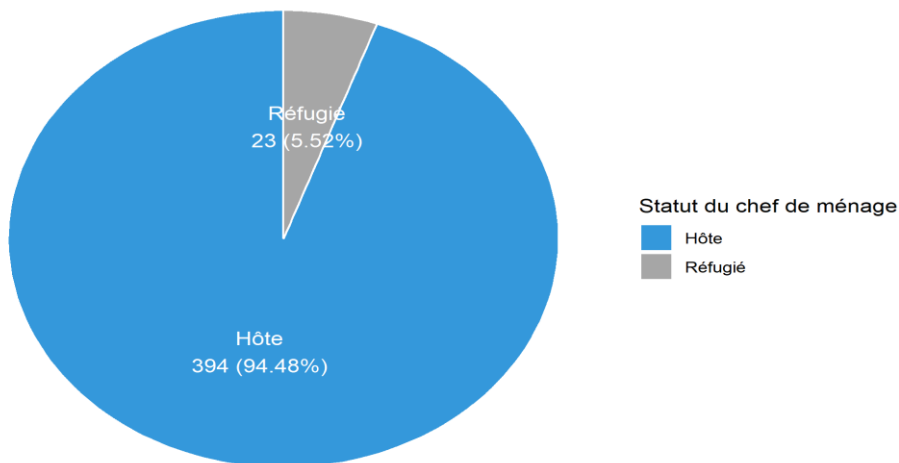
œuvre (entretiens) avec une lecture des dynamiques collectives (focus groups). Les entretiens individuels ont porté sur 13 membres des équipes du consortium (Concern Worldwide, IRC), 27 bénéficiaires (dont femmes, jeunes, réfugiés et membres d'AVEC) et 10 autorités administratives et traditionnelles, incluant également des représentants/agents des structures déconcentrées mobilisées dans la coordination et l'accompagnement des activités (CPA, CDA, CLA, ainsi que des services techniques sectoriels tels que ANADER et les services de l'eau). Les focus groups (dont les participants ont varié entre 6-8) ont été conduits principalement avec des groupes de bénéficiaires (notamment AVEC et groupes de femmes/jeunes) pour documenter les perceptions partagées, les effets ressentis et les tensions éventuelles, en complément des entretiens individuels menés auprès des équipes et des autorités.

Tableau 2: bilan collecte quantitative

Provinces	Départements	Total
Ouaddaï	Assoungba	182
Sila	Kimiti	95
Waidi Fira	Kobé	140
<b>Grand Total</b>		<b>417</b>

Graphique 1: répartition selon le statut du chef de ménage

Répartition selon le statut du chef de ménage



### 2.3. Succès et limites de la méthode

La démarche méthodologique adoptée a permis d'obtenir une appréciation étayée et globalement robuste de la performance du programme. La triangulation systématique entre les données quantitatives récentes issues de la mission BUCOFORÉ, les données qualitatives collectées sur le terrain et l'analyse documentaire (rapports narratifs, cadres logiques, documents de suivi) a renforcé la crédibilité des constats et facilité l'identification de tendances convergentes, malgré la diversité des sources et des contextes provinciaux. Les données quantitatives ont permis d'objectiver les évolutions observées à mi-parcours sur les indicateurs clés, tandis que les approches qualitatives ont contribué à approfondir la compréhension des mécanismes de changement, en particulier pour les dimensions relatives aux perceptions communautaires, à la cohésion sociale et aux dynamiques de pouvoir locales.

Certaines limites méthodologiques doivent néanmoins être prises en compte dans l'interprétation des résultats. La mobilité saisonnière des populations, conjuguée à des contraintes sécuritaires ponctuelles, a restreint l'accès à quelques localités dans chacune des trois provinces (Ouaddaï, Sila et Wadi Fira), sans toutefois affecter l'ensemble des zones d'intervention. Ces contraintes ont généré des variations limitées dans la couverture provinciale des enquêtes, plus marquées dans certaines zones périphériques ou récemment affectées par des incidents sécuritaires. Afin de réduire l'effet de ces biais potentiels, l'équipe d'évaluation a privilégié un redéploiement ciblé vers des localités accessibles aux profils comparables, ainsi qu'un renforcement du croisement des sources disponibles.

Par ailleurs, dans un nombre restreint de villages, des normes socioculturelles ont initialement limité la participation active des femmes, en particulier lors des entretiens mixtes et de certaines discussions de groupe. Consciente du risque de sous-représentation des voix féminines, l'équipe a mis en œuvre plusieurs mesures de mitigation, notamment la constitution d'équipes d'enquête mixtes, l'organisation de discussions de groupes non mixtes, l'adaptation des horaires de collecte aux contraintes domestiques des femmes et l'application de quotas minimaux lors de la sélection des participantes. Ces ajustements ont permis d'améliorer significativement la participation féminine dans la majorité des sites, même si, dans quelques localités spécifiques, la profondeur des informations recueillies sur les enjeux de genre demeure plus limitée et doit être interprétée avec prudence.

Enfin, certaines structures communautaires (comités, AVEC et autres) encore en phase d'installation ou de structuration n'ont fourni que des informations partielles, nécessitant un travail d'analyse et de contextualisation plus approfondi, appuyé par les témoignages des équipes de mise en œuvre et des autorités locales. Malgré ces contraintes circonscrites, la combinaison des données quantitatives et qualitatives, la diversité des profils consultés et les mesures correctives mises en œuvre permettent de considérer que les résultats présentés offrent une base suffisamment solide et crédible pour apprécier la performance du programme RESPECCT à mi-parcours, tout en appelant à une vigilance particulière dans la lecture des résultats relatifs au genre et à certaines zones spécifiques.

### 3. Analyse de la performance du programme<sup>3</sup>

L'analyse de la performance de ce programme est structurée conformément aux critères d'évaluation définis dans les termes de référence (pertinence, cohérence, efficacité, efficience, impact et questions transversales) chacun étant examiné à partir des questions évaluatives spécifiques qui y sont associées. Cette structuration garantit l'alignement de l'évaluation avec les exigences contractuelles et les standards reconnus en matière d'évaluation de programmes.

Au-delà de cette lecture par critères, l'analyse intègre une approche transversale Nexus Humanitaire–Développement–Paix, telle que formulée dans les documents de conception du programme. Celle-ci repose sur l'hypothèse qu'une stabilisation économique à court terme (transferts monétaires) crée les conditions d'un relèvement progressif des moyens d'existence (AVEC, AGR, formations), susceptible de renforcer la cohésion sociale et, à terme, la durabilité des acquis dans les zones d'intervention.

À ce stade de la mise en œuvre, l'évaluation ne cherche pas à démontrer des effets Nexus pleinement consolidés, mais à conduire des « tests Nexus » exploratoires, en examinant si des signaux d'intégration entre les différentes composantes du programme sont observables (continuité entre cash et relèvement économique, interactions avec les actions de cohésion sociale, premiers éléments d'appropriation locale). Ces éléments constituent une base analytique pour apprécier la trajectoire du programme à mi-parcours et serviront de référence pour l'analyse des effets Nexus dans les prochains rapports.

Afin de synthétiser les constats issus de l'analyse détaillée de la performance, une notation indicative a été attribuée à chaque critère d'évaluation sur une échelle de 1 (très faible) à 5 (très satisfaisant). Cette notation ne repose pas sur un calcul mécanique, mais sur un jugement évaluatif raisonné, fondé sur la convergence des données documentaires, quantitatives et qualitatives, ainsi que sur l'appréciation du degré d'atteinte des résultats attendus à mi-parcours, au regard des questions évaluatives définies dans les termes de référence. Les notes reflètent la performance relative du programme à ce stade de sa mise en œuvre, en tenant compte des contraintes contextuelles, du caractère évolutif de certains effets (notamment Nexus et durabilité) et des trajectoires observées plutôt que des résultats finaux attendus en fin de programme.

---

<sup>3</sup> Contrairement aux termes de référence qui proposent que les évaluateurs donnent de notes pour les critères évalués, on se propose plutôt de faire une analyse de chaque critère de manière à aider à renforcer les points forts et fournir davantage d'efforts pour les aspects qui ont insuffisamment fonctionné.

### 3.1. Pertinence

L'analyse de la pertinence du programme montre que l'action répond de manière étroite et cohérente aux besoins prioritaires des populations hôtes, réfugiées et retournées de l'Est du Tchad, tout en s'inscrivant dans les dynamiques locales, les priorités nationales et l'approche stratégique du triple Nexus. Cette pertinence se manifeste d'abord dans l'alignement fort entre les objectifs du programme et les besoins les plus pressants exprimés par les communautés, puis au niveau de participation des différents groupes sociaux, notamment les plus marginalisés. Elle se révèle également dans l'adéquation de l'approche Nexus aux réalités politiques, socio-économiques et climatiques des zones d'intervention, et enfin dans la cohérence des partenariats mobilisés pour renforcer les mécanismes locaux de résilience, de cohésion sociale et de gouvernance.

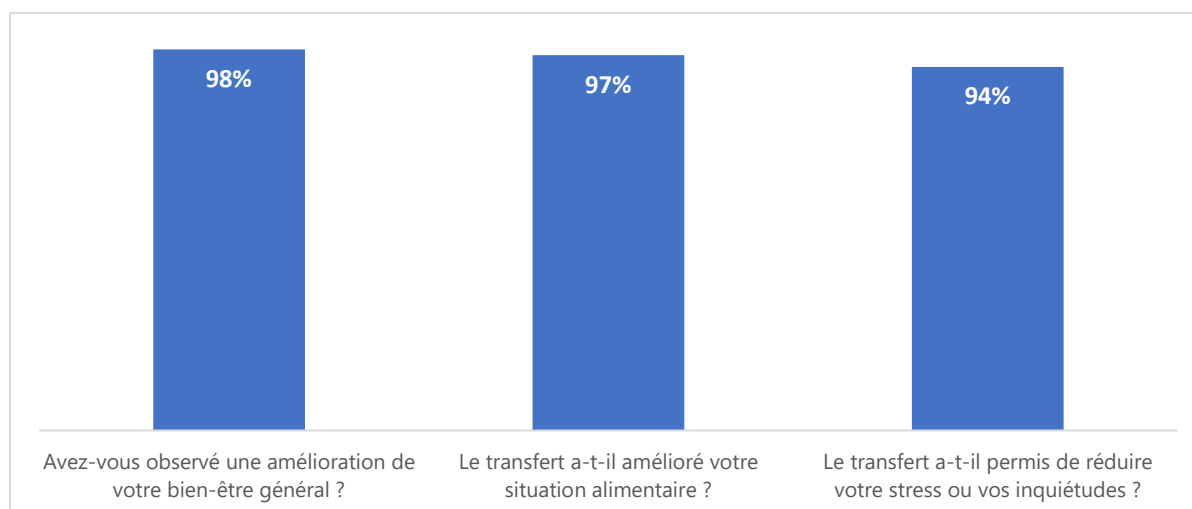
Les entretiens réalisés dans les trois provinces révèlent clairement que les besoins essentiels des populations se situent autour de quatre axes : *l'accès à l'eau, la sécurité alimentaire, les moyens de subsistance, et la cohésion sociale face aux dynamiques migratoires et aux tensions locales*. De manière constante, les bénéficiaires citent l'eau comme le premier manque affectant la vie quotidienne : insuffisance de forages, éloignement des points d'eau ou pression démographique liée aux nouveaux arrivants. De même, la sécurité alimentaire reste fragile, comme le montrent les données quantitatives faisant état de scores alimentaires faibles ou limites dans une part importante des ménages, notamment dans le Ouaddaï, selon les données de BUCOFOR, où près de 16 % des ménages présentent encore un score de consommation alimentaire (SCA) « pauvre » et où plus de deux tiers ont un score de diversité alimentaire (SDAM) faible. Le score de consommation alimentaire plus élevé observé dans le Ouaddaï (environ 16 % de ménages en situation de consommation pauvre) peut être partiellement expliqué. Les entretiens et discussions de groupe indiquent que, dans plusieurs localités de cette province, les ménages font face à une pression plus forte sur les moyens d'existence, liée notamment à la concentration de réfugiés récents, à un accès limité aux terres agricoles et à une dépendance accrue aux marchés, dans un contexte de hausse et de volatilité des prix alimentaires. Les données qualitatives suggèrent également que, dans certaines zones du Ouaddaï, les activités de relèvement économique (AGR et AVEC) n'ont pas encore atteint un niveau suffisant pour compenser pleinement cette vulnérabilité structurelle, ce qui contribue à des résultats plus faibles en matière de consommation alimentaire à ce stade : *« Ici, même avec le cash, c'est difficile de manger correctement tout le mois, parce que les prix augmentent vite et beaucoup de familles n'ont pas de champs. On dépend surtout du marché »*. (Entretien ménage bénéficiaire, province du Ouaddaï).

Au-delà des besoins matériels immédiats, les populations rencontrées mettent en avant des besoins sociaux et institutionnels structurants, en particulier le renforcement de la cohésion sociale, la prévention et la gestion pacifique des tensions entre communautés hôtes et réfugiées, ainsi que la prise en compte des normes de genre dans un contexte de forte pression démographique. Les entretiens et discussions de groupe indiquent que les dynamiques migratoires récentes liées aux violences au Darfour et aux aléas climatiques ont accentué la

compétition pour les ressources et complexifié la coexistence locale, en particulier dans les zones accueillant un grand nombre de réfugiés. Si des besoins tels que l'accès à l'eau ou à l'éducation sont fréquemment évoqués par les communautés, ceux-ci relèvent principalement de secteurs d'intervention couverts par d'autres acteurs humanitaires ou institutionnels. Dans ce cadre, RESPECCT apparaît pertinent en se positionnant de manière complémentaire, en concentrant ses interventions sur la résilience économique et sociale, les mécanismes communautaires de dialogue, les actions de cohésion sociale et les formations sur la paix et le vivre-ensemble, en synergie avec les interventions sectorielles menées par d'autres partenaires. Les personnes interrogées font principalement référence aux réfugiés récemment installés au sein des communautés d'accueil ; les déplacements internes non structurés sont mentionnés de manière marginale et ne constituent pas une catégorie spécifique de bénéficiaires du programme. Cette focalisation renforce la cohérence du ciblage de RESPECCT et son alignement avec les préoccupations locales, sans créer de décalage entre les besoins exprimés et le mandat opérationnel du programme.

Cet alignement est d'autant plus manifeste que le programme adopte une approche explicitement *intersectionnelle*, ce qui constitue une évolution notable par rapport aux programmes classiques. Dans la pratique, cela signifie que les femmes, les jeunes, les personnes âgées, les personnes vivant avec handicap, les ménages dirigés par des femmes et les réfugiés nouvellement arrivés sont pris en compte non seulement comme des bénéficiaires potentiels, mais comme des groupes dont la vulnérabilité est analysée dans ses dimensions multiples (économiques, sociales, environnementales et identitaires). Les données quantitatives confirment d'ailleurs la pertinence de cette orientation : les ménages dirigés par les femmes présentent des niveaux de consommation alimentaire nettement plus faibles, un recours plus élevé aux stratégies de survie négatives et une capacité réduite à diversifier leur alimentation. Dans ce contexte, les activités du programme (cash, AVEC, Activités Génératrices de Revenus (AGR), formation professionnelle, appui à la gouvernance locale) répondent de manière ciblée à ces vulnérabilités différenciées. Les bénéficiaires affirment être plus épanouis comme le témoignent les réponses positives ci-dessous issues de la collecte quantitative de BUCOFORE :

Graphique 2: appréciation des activités du programme



La pertinence du programme se lit également dans le *niveau élevé de participation des communautés*, en particulier des groupes les plus marginalisés. Les bénéficiaires expliquent avoir été associés au ciblage, à l'identification des priorités, à la mise en œuvre des chantiers et au suivi quotidien des activités. Dans plusieurs villages, ce sont même les comités locaux (comités verts locaux, comités de ciblage, comités de gestion des plaintes) qui assurent une grande partie du travail de sensibilisation ou de mobilisation, renforçant ainsi l'appropriation locale et la légitimité du programme. Les femmes, souvent majoritaires dans les AVEC, jouent un rôle central dans la gestion financière communautaire ; les réfugiés occupent parfois des postes de responsabilité au sein des groupements ; les jeunes, par leur participation aux formations professionnelles, représentent un levier de transformation durable des économies locales. Cette participation active démontre que le programme ne se contente pas d'intervenir « pour » les communautés, mais travaille « avec » elles, dans une logique d'engagement et de responsabilisation.

Un regard critique sur la *pertinence de l'approche Nexus* permet de souligner que cette participation ne constitue pas seulement un mécanisme de gestion participative, mais un élément crucial dans une zone marquée simultanément par les urgences humanitaires, les vulnérabilités structurelles et les risques de conflits. L'Est du Tchad est, en effet, un territoire où s'entremêlent déplacements massifs, crises sécuritaires, inégalités de genre, insécurité alimentaire chronique et aléas climatiques sévères. Dans un tel contexte, le recours au triple Nexus (humanitaire, développement et paix) est non seulement justifié mais indispensable. Les transferts monétaires répondent aux besoins immédiats ; les activités de développement (AGR, formations, structuration des chaînes de valeur, gestion durable des ressources, agroécologie) répondent aux causes profondes de la pauvreté ; enfin, les actions liées à la cohésion sociale, à la médiation communautaire et à la transformation des normes de genre agissent directement sur les facteurs de conflictualité.

Par ailleurs, la mise en œuvre du *crisis modifier* constitue un levier opérationnel clé de cette approche Nexus, en permettant au programme de répondre de manière rapide et ciblée à des

chocs imprévus, tels que les afflux massifs de réfugiés, les inondations ou les urgences sanitaires. Les interventions d'urgence menées dans ce cadre, notamment celles liées à la prévention et à la réponse au choléra, ont été mentionnées par les autorités locales et les acteurs communautaires comme essentielles pour contenir les risques immédiats, tout en préservant la continuité des actions de résilience. Cette capacité d'adaptation renforce la pertinence de l'approche Nexus de RESPECCT, en assurant un lien effectif entre réponse humanitaire ponctuelle, stabilisation socio-économique et prévention des tensions.

Les données quantitatives montrent d'ailleurs que les ménages combinent vulnérabilités humanitaires (scores alimentaires faibles, forte dépendance aux stratégies négatives de survie), contraintes structurelles (faible niveau d'éducation, dépendance à l'agriculture pluviale) et risques de tensions liés à la pression sur les ressources. Ce chevauchement des risques justifie pleinement un programme intégrant simultanément la prévention, la réponse et le renforcement des capacités locales. Les témoignages recueillis indiquent que l'intervention a déjà produit des effets perceptibles sur la cohésion sociale au sein des communautés ciblées. Les réfugiés et les populations hôtes participent conjointement aux AVEC et aux autres activités du programme, ce qui contribue à réduire les distinctions et les pratiques de discrimination lors des interactions quotidiennes. Plusieurs bénéficiaires soulignent que ces cadres collectifs ont favorisé un rapprochement progressif entre les groupes et une amélioration du climat social dans les villages. Comme l'exprime un participant : « *Nous travaillons tous ensemble dans la bonne entente. Avant, chacun restait dans son coin, mais maintenant on se voit souvent et on s'entraide.* » Un autre bénéficiaire insiste sur le caractère inclusif des dispositifs mis en place : « *Dans les groupes, on ne fait plus la différence entre réfugiés et autochtones. Nous sommes tous bénéficiaires et nous participons ensemble aux activités.* » Ces éléments confirment que, au-delà de leurs effets économiques, les mécanismes collectifs soutenus par le programme constituent déjà des espaces concrets de cohabitation, de dialogue et de renforcement des liens sociaux.

L'analyse de la *pertinence institutionnelle et stratégique* confirme qu'au-delà des besoins communautaires, RESPECCT est étroitement aligné avec les priorités nationales. Les services techniques (Agence National d'Appui au Développement Rural (ANADER), environnement, santé, élevage notamment) soulignent que les interventions du programme s'inscrivent dans les orientations du gouvernement en matière de lutte contre la désertification, de gestion durable des ressources, de promotion de l'agriculture résiliente face au climat et de renforcement de la décentralisation. Les autorités locales apprécient également la mise en cohérence entre les activités du programme et les plans de développement locaux, malgré des attentes persistantes quant à la régularité des échanges et au partage des informations.

Un élément contextuel majeur renforce encore la pertinence stratégique du programme et mérite d'être explicitement pris en compte dans l'analyse : le profond décalage entre le moment de sa conception et les conditions réelles de sa mise en œuvre, profondément reconfigurées par la crise soudanaise déclenchée en avril 2023. L'afflux massif et rapide de réfugiés soudanais a profondément transformé les équilibres démographiques, territoriaux et socio-économiques de l'Est du Tchad, accentuant la pression sur les ressources naturelles, les services sociaux de base et les mécanismes locaux de régulation sociale, en particulier dans les zones situées hors camps. Dans ce nouveau contexte, caractérisé par une présence humanitaire plus diffuse et une forte intensification des vulnérabilités communautaires, RESPECCT s'est progressivement imposé comme un dispositif central d'absorption et de stabilisation, jouant

un rôle de tampon entre urgence humanitaire, résilience locale et prévention des tensions. Les retards observés dans certaines activités, les réajustements opérationnels ainsi que le recours accru au *crisis modifier* doivent ainsi être interprétés non comme des dysfonctionnements, mais comme des réponses adaptatives à un choc exogène majeur ayant profondément redéfini les priorités d'intervention. Cette capacité d'adaptation renforce la pertinence du programme, en ce qu'elle confirme la validité de son ancrage Nexus dans un environnement caractérisé par l'imbrication étroite des dynamiques humanitaires, de développement et de paix. En intervenant prioritairement dans des zones fortement affectées par les nouvelles arrivées, mais moins couvertes par l'aide d'urgence classique, le programme contribue à limiter les risques de marginalisation, à contenir les tensions locales et à soutenir les mécanismes de résilience communautaire, ce qui confère une valeur stratégique accrue à ses choix de ciblage et à son positionnement opérationnel.

Enfin, la pertinence du programme se lit dans *la qualité des partenariats mobilisés*, essentiels dans un contexte Nexus. La collaboration entre les membres du consortium et les services déconcentrés renforce la complémentarité entre les activités d'égalité de genre, les moyens de subsistance et la cohésion sociale. Les équipes reconnaissent que la coordination opérationnelle est généralement efficace (partage de véhicules, ajustements mutuels des calendriers, relais des actions de sensibilisation). Toutefois, plusieurs entretiens menés auprès des autorités locales et des services techniques déconcentrés soulignent la nécessité de revitaliser certaines pratiques de coordination avec le programme. Ces acteurs mettent notamment en avant l'importance de réunions de coordination plus régulières, d'un partage plus systématique des informations opérationnelles et d'une implication accrue des services techniques dans le suivi des activités rurales. Comme l'indique un agent technique : « *Nous sommes impliqués, mais pas toujours de façon régulière. Si on se rencontrait plus souvent pour faire le point, le suivi serait meilleur sur le terrain.* » Ces observations traduisent moins une remise en cause du partenariat que l'attente d'un renforcement progressif de la collaboration institutionnelle, en cohérence avec les objectifs de durabilité du programme.

### **Notation de la pertinence : 4,5 / 5**

Le programme RESPECCT présente une forte pertinence au regard des besoins des populations ciblées et du contexte profondément transformé par la crise soudanaise depuis avril 2023. Bien que conçu avant cette rupture majeure, il a su s'adapter grâce à son ancrage dans l'approche Nexus et à la flexibilité de ses modalités d'intervention. Le ciblage conjoint des ménages hôtes, réfugiés et retournés demeure cohérent dans un environnement marqué par une pression accrue sur les ressources et les mécanismes de cohésion sociale. Dans un contexte où l'aide humanitaire se concentre largement dans les camps, RESPECCT joue un rôle complémentaire essentiel dans les zones hors camps, contribuant à l'absorption des chocs, à la stabilisation socio-économique et à la prévention des tensions. À mi-parcours, la pertinence du programme reste donc élevée, même si certains besoins structurels, renforcés par la crise, dépassent son champ d'intervention.

### 3.2. Cohérence

Un examen de la cohérence de RESPECCT met en évidence une intervention globalement bien articulée, tant dans ses dynamiques internes entre les trois membres du consortium (Concern Worldwide, IRC et le SFCG) que dans ses interactions avec les acteurs institutionnels, communautaires et humanitaires présents dans les provinces du Sila, du Ouaddaï et du Wadi-Fira. Cette cohérence se manifeste également dans l'alignement du programme avec les cadres normatifs internationaux relatifs au triple Nexus, à la protection, à l'égalité de genre et à la redevabilité. Dans un contexte marqué par la superposition de crises humanitaires, climatiques et sociales, le programme parvient ainsi à articuler efficacement ses volets humanitaires, développement et paix dans une logique intégrée plutôt que séquentielle.

La cohérence interne du consortium constitue un premier élément structurant. Chacun des trois membres apporte des compétences distinctes et complémentaires. Cette répartition claire des responsabilités évite la duplication et facilite la complémentarité opérationnelle. Les équipes de terrain confirment cette dynamique : « *Nous travaillons ensemble, on se partage les véhicules et on se coordonne toujours pour éviter de tomber le même jour dans le même village* », indique un agent d'IRC, soulignant la fluidité de la coordination quotidienne. Le tableau suivant synthétise les responsabilités de chaque partie prenante :

Tableau 3: répartition des rôles et mécanismes de coordination au sein de RESPECT

<b>Acteur / Structure</b>	<b>Rôle principal dans le programme</b>	<b>Niveau d'intervention</b>	<b>Mécanismes de coordination et liens institutionnels</b>
<b>Concern Worldwide</b>	Coordination générale du consortium ; transferts monétaires ; AVEC/AGR ; système d'alerte précoce et activités environnementales	National / Provincial	Réunions de consortium ; interface avec autorités provinciales et cadres nationaux
<b>IRC</b>	Mise en œuvre du cash ; suivi post-distribution ; mobilisation communautaire ; infrastructures de services de base	Provincial / Local	Coordination opérationnelle terrain ; échanges réguliers avec autorités locales
<b>SFCG</b>	Cohésion sociale ; prévention des conflits ; médiation communautaire	Provincial / Local	Concertations locales ; collaboration avec autorités et leaders communautaires
<b>Partenaires nationaux / locaux</b>	Mise en œuvre sectorielle et animation communautaire (cohésion sociale/consolidation de la paix spécifiquement)	Local	Réunions techniques locales ; lien avec services déconcentrés
<b>Comités communautaires (CLA / CCA / CPA)</b>	Identification des besoins ; remontée des alertes ; suivi local	Village / Canton / Province	Interface communautaire–autorités ; contribution au système d'alerte précoce
<b>Autorités &amp; SISAAP</b>	Analyse et suivi des alertes ; coordination institutionnelle	Provincial / National	Intégration des informations issues du terrain dans les mécanismes existants
<b>Services déconcentrés de l'Etat</b>	Appui technique sectoriel ; encadrement des activités ; contribution à la durabilité et à l'alignement avec les politiques publiques	Provincial/Départemental/ local	Participation aux cadres de concertation ; appui ponctuel au suivi des activités ; échanges techniques avec les partenaires du consortium, avec un besoin de renforcement de la régularité et de la formalisation des mécanismes de coordination

Ce dispositif de coordination contribue à la cohérence globale du programme en articulant les interventions des partenaires du consortium avec les structures communautaires et les autorités locales et provinciales. Les comités communautaires soutenus par RESPECCT assurent la remontée d'informations et d'alertes depuis le niveau local, lesquelles sont partagées avec les autorités et alimentent, de manière indirecte, les mécanismes existants de suivi et d'alerte, notamment le SISAAP. Cette organisation favorise une meilleure complémentarité entre les actions humanitaires, de développement et de prévention des crises, tout en s'inscrivant dans les cadres institutionnels en place.

Cette synergie se manifeste également dans la complémentarité des interventions. Lorsque IRC procède aux transferts monétaires, Concern et SFCG s'assurent que les activités de renforcement économique, d'organisation communautaire et de cohésion sociale suivent ou accompagnent ces distributions. Plusieurs agents expliquent que cette coordination permet d'assurer la continuité logique entre les trois piliers du Nexus. Plusieurs agents expliquent que cette coordination repose moins sur une simple séquence d'activités que sur une supervision technique étroite des partenaires locaux qui appuient les activités de consolidation de la paix, assurant la cohérence opérationnelle entre les trois piliers du Nexus. Les distributions de cash mises en œuvre par Concern et IRC permettent de stabiliser les ménages éligibles, y compris les réfugiés, tandis que l'accompagnement technique des partenaires locaux facilite l'orientation progressive des bénéficiaires vers les AGR, les formations et les dispositifs de gouvernance locale. En parallèle, SFCG joue un rôle transversal central en intégrant une approche sensible au conflit dans l'ensemble des activités du programme : formation de points focaux à la sensibilité au conflit, facilitation de réunions régulières d'analyse des dynamiques locales, élaboration et suivi d'un plan d'action d'intégration de la sensibilité au conflit, ainsi que la réalisation d'analyses de conflit annuelles destinées à identifier les risques de tensions et à ajuster les interventions de Concern et d'IRC. Cet ensemble de mécanismes contribue à assurer une continuité fonctionnelle entre réponse humanitaire, relèvement économique et prévention des conflits. Les données quantitatives montrent d'ailleurs que 56 % des ménages dirigés par des hommes et près de 72 % des ménages dirigés par des femmes ont encore recours à des stratégies de survie négatives (faible ou grave), ce qui confirme la nécessité d'articuler transfert monétaire immédiat et appui économique durable.

L'articulation avec les acteurs étatiques renforce également la cohérence externe du programme. Les services déconcentrés (ANADER, environnement, élevage, santé notamment) rappellent que les interventions de RESPECCT s'inscrivent dans les priorités nationales de lutte contre la désertification, de renforcement de la résilience climatique et de stabilisation des zones sensibles. Un formateur de l'ANADER souligne à ce sujet : « *Ce que RESPECCT fait, c'est exactement la priorité de l'État en matière de changement climatique et de production agricole.* »

Cependant, l'analyse montre aussi que la cohérence institutionnelle dépend fortement de la régularité des interactions. Plusieurs acteurs étatiques techniques regrettent la baisse de fréquence des réunions et des échanges par rapport à la phase de démarrage, comme le souligne cet interlocuteur : « *Avant, on organisait souvent des réunions ensemble. Maintenant, ce n'est plus le cas. Il faut renforcer le suivi dès le début des activités* ». Cette observation met en

lumière un point d'amélioration important : la cohérence est réelle, mais sa consolidation exige une coordination plus régulière et une circulation de l'information plus systématique entre le consortium et les institutions locales.

Au niveau communautaire également, la cohérence est visible à travers l'activation des mécanismes de dialogue et de participation. Les comités verts, Comité Départemental d'Action (CDA), Comité Local d'action (CLA), Comité Provincial d'Action (CPA) et comités de ciblage sont mobilisés, et les données quantitatives montrent un niveau significatif de contact : dans le Sila, 82 % des ménages ont été en interaction avec les CLA ou CPA, tandis que dans le Ouaddaï, les taux varient entre 52 % et 58 % selon les structures. Cette proximité entre les bénéficiaires et les organes communautaires facilite la circulation des informations, renforce la crédibilité du programme et crée un pont entre les interventions du consortium et les mécanismes de gouvernance locale. Plusieurs bénéficiaires témoignent d'ailleurs que ces structures ont amélioré la cohésion entre les différents groupes : « *Avant, chacun vivait dans son coin. Maintenant, on se réunit tout le temps et on s'entraide* », rapporte un membre d'AVEC dans le Ouaddaï.

Sur le plan normatif, le programme RESPECCT s'inscrit clairement dans les orientations internationales relatives au triple Nexus Humanitaire–Développement–Paix, en combinant réponse aux besoins immédiats, relèvement durable et prévention des conflits. Cette approche est cohérente avec les cadres stratégiques de l'Union européenne en matière de Nexus et de consolidation de la paix, notamment la communication conjointe sur le Nexus HDP, les lignes directrices européennes sur la prévention des conflits et la cohésion sociale, ainsi que les engagements européens en faveur de l'égalité de genre et de l'inclusion. L'intégration d'une approche sensible aux conflits, portée en particulier par SFCG, et d'une approche transformative du genre, élargie à une lecture intersectionnelle (femmes, jeunes, personnes vivant avec un handicap, statut de réfugié), traduit concrètement ces orientations dans les modalités opérationnelles du programme.

Par ailleurs, la cohérence normative du programme se reflète dans l'application de principes clés des standards humanitaires reconnus, en particulier ceux relatifs à la redevabilité, à l'accès à l'information, à la participation des communautés et au traitement des plaintes, tels que définis dans les standards SPHERE et le Core Humanitarian Standard (CHS). Les mécanismes de redevabilité mis en place (boîtes à suggestions, comités de redevabilité, lignes vertes et dispositifs de médiation communautaire) sont régulièrement mentionnés par les bénéficiaires comme fonctionnels et accessibles, indiquant que ces engagements ne relèvent pas uniquement d'un alignement théorique mais d'une mise en œuvre effective. Comme le souligne une animatrice communautaire : « *Les plaintes arrivent, on les collecte, on les transmet. Les gens savent qu'ils peuvent parler et que quelque chose sera fait* ».

Enfin, l'articulation entre les volets humanitaire, développement et paix s'opère de manière progressive mais cohérente. Le cash distribué par IRC contribue à stabiliser les ménages et réduire l'urgence ; les AGR, AVEC et appuis agricoles portés par Concern contribuent à renforcer les capacités productives et l'autonomisation économique ; et les mécanismes de cohésion sociale, de dialogue local et de prévention des conflits portés par les nouveaux partenaires de mise en œuvre sont une contribution pour sécuriser ces acquis afin de favoriser un climat

propice à leur durabilité. Cette articulation, loin de constituer une succession d'activités, forme un continuum : « *Quand on reçoit le cash, on peut enfin acheter ce qu'il faut et participer aux formations. Avant, ce n'était pas possible* », explique une bénéficiaire du Sila. Ainsi, la cohérence du programme RESPECCT repose sur un ensemble de complémentarités soigneusement construites : complémentarités entre membres du consortium, entre acteurs institutionnels et communautaires, entre interventions matérielles et sociales, et entre besoins immédiats et enjeux de long terme. Malgré quelques attentes liées au renforcement de la coordination institutionnelle avec les acteurs étatiques, la cohérence globale du programme apparaît solide et constitue un socle déterminant pour son efficacité et sa pertinence dans un environnement aussi complexe que l'Est du Tchad.

### **Notation de la cohérence : 3,5 / 5**

La cohérence interne du programme est globalement satisfaisante, tant au niveau de la logique d'intervention que de la complémentarité entre les partenaires du consortium. Des synergies opérationnelles sont observées entre les volets humanitaires, développement et paix, bien que leur intensité varie selon les provinces et les composantes. À ce stade, la cohérence est réelle mais encore perfectible, ce qui est cohérent avec une phase intermédiaire de mise en œuvre.

### **3.3. Efficacité du programme**

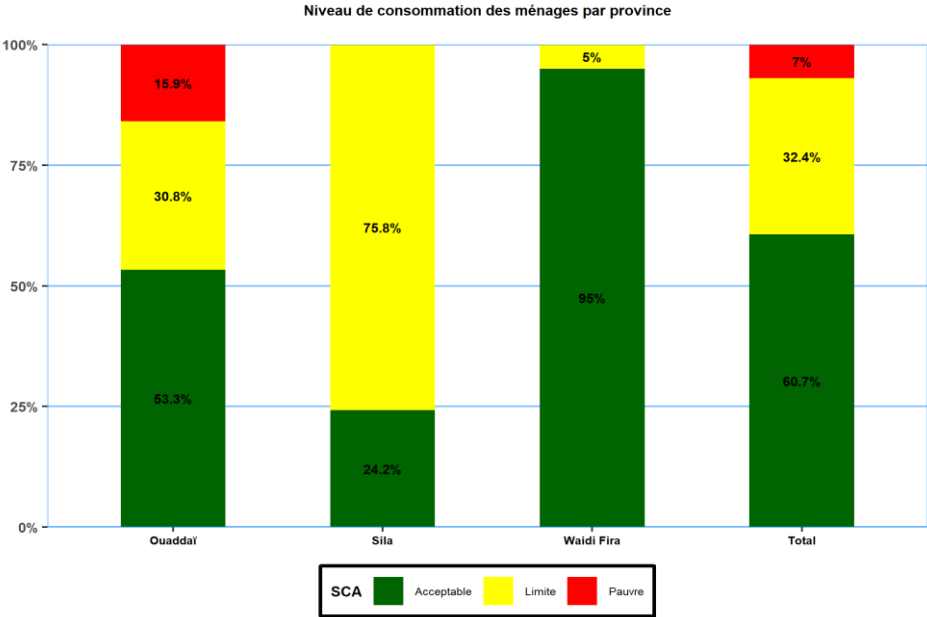
L'appréciation de l'efficacité du programme RESPECCT à la fin de la troisième année d'exécution montre une progression notablement en dessous des attentes fixées par la logique d'intervention. Cette logique, pourtant robuste et adaptée au contexte socio-économique et sécuritaire de l'Est du Tchad, reposait sur une montée en puissance séquentielle : stabilisation économique à travers l'assistance monétaire, structuration socio-économique à travers les AVEC, la formation professionnelle à l'égard des jeunes et les AGR, appuis environnementaux pour réduire les risques climatiques, et renforcement de la cohésion sociale par des activités de dialogue et des mécanismes de prévention des conflits. Or, les retards cumulatifs (administratifs, opérationnels et contextuels en lien avec la crise soudanaise de 2023) ont empêché la mise en œuvre cohérente de ce séquençement. L'analyse des indicateurs des deux premières années (issus de la collecte du consortium) et des informations qualitatives disponibles auprès des acteurs locaux met en lumière une trajectoire de mise en œuvre trop lente pour garantir, à ce stade, une efficacité satisfaisante.

D'un point de vue strictement logique, la structure du programme reste pertinente. Elle établit clairement une chaîne causale où l'assistance monétaire permet aux ménages très vulnérables de satisfaire leurs besoins essentiels, réduisant ainsi leurs stratégies de survie négatives et créant les conditions pour l'épargne, la stabilisation et l'engagement dans des activités économiques plus résilientes à travers celles que nous venons de mentionner. Ces activités économiques doivent ensuite être renforcées par des actions environnementales ciblées, construisant une base physique et productive moins exposée aux chocs. Enfin, la cohésion sociale (mise en œuvre à travers des dialogues communautaires, la gestion collaborative des ressources et l'implication des organisations de la société civile (OSC) locales) constitue le socle durable de résilience collective. Cette chaîne est techniquement solide et adaptée à un contexte

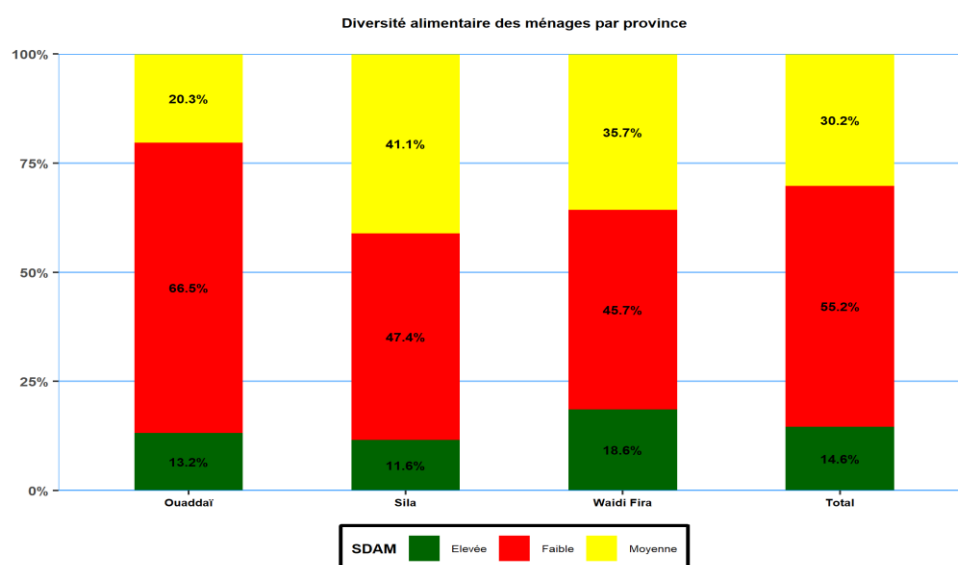
marqué par des déplacements massifs, une pression accrue sur les ressources naturelles et des relations sociales fragilisées. Cependant, comme l'a exprimé un interlocuteur du consortium, « la vision Nexus a été affectée dès le départ à cause des retards administratifs », ce qui a compromis la cohérence temporelle entre les trois volets et réduit l'efficacité globale.

L'analyse de la progression opérationnelle confirme cette limite. Sur les deux premières années, les distributions monétaires constituent le volet le plus avancé. Les données du consortium montrent une progression mesurable sur certains indicateurs de sécurité alimentaire : le Score de Consommation Alimentaire est passé de 52 % à 59 %, et le Score de Diversité Alimentaire de 3,3 à 3,4. Ce progrès, bien que modeste, traduit l'effet immédiat du cash sur la capacité des ménages à accéder à une alimentation plus régulière. Un interlocuteur du Ouaddaï indique que « les distributions ont permis de réduire la pression sur les dettes », confirmant un effet stabilisateur. Ces résultats sont toutefois fragilisés par la faible articulation avec les AGR et les activités environnementales, qui n'ont pas progressé au même rythme. La sécurité alimentaire s'améliore donc ponctuellement, mais sans consolidation structurelle, ce qui limite son effet durable, comme le montrent les figures ci-dessous issues des données quantitatives collectées par BUCOFORE :

Graphique 3: score de consommation alimentaire



Graphique 4: diversité alimentaire des ménages par province



Cette amélioration doit néanmoins être appréciée de manière différenciée selon les composantes du programme et les modalités de suivi associées. Pour plusieurs domaines (notamment la cohésion sociale, les AGR, les infrastructures communautaires, la réduction des risques climatiques ou les changements de normes sociales) les indicateurs formels du cadre logique ne présentent pas encore de valeurs consolidées à ce stade. Cette situation renvoie moins à une absence d'activités ou d'effets qu'à un décalage entre le phasage de la mise en œuvre, la maturité des interventions et les dispositifs de mesure initialement prévus, certains indicateurs nécessitant un temps d'observation plus long ou des outils spécifiques pour être renseignés de manière robuste.

En parallèle, les données issues des outils de suivi opérationnel disponibles, en particulier les enquêtes post-distribution, mettent en évidence des évolutions positives sur certaines dimensions clés, notamment en matière de participation des femmes aux décisions au sein des ménages, avec une progression nette observée au fil des cycles de transferts monétaires. Ces résultats suggèrent que des changements sont déjà à l'œuvre, même s'ils ne sont pas encore pleinement capturés par les indicateurs agrégés du cadre logique.

De la même manière, les témoignages qualitatifs recueillis auprès des bénéficiaires et des acteurs locaux font état d'une amélioration progressive des relations sociales et des interactions entre groupes, sans que ces évolutions puissent, à ce stade, être traduites en valeurs chiffrées stabilisées. Dans ce contexte, l'absence de données quantitatives consolidées pour certains indicateurs doit être interprétée avec prudence et comprise comme le reflet d'une dynamique encore en cours de structuration, plutôt que comme un déficit de performance. Cette lecture invite à renforcer, pour les prochaines phases du programme, l'alignement entre les outils de suivi existants et les indicateurs stratégiques, afin de mieux documenter les effets déjà observables sur le terrain.

Le retard de contractualisation des OSC locales<sup>4</sup> a joué un rôle déterminant. Un interlocuteur du Wadi-Fira souligne que « *le retard dans la validation des OSC a bloqué toutes les activités de cohésion* », confirmant que le volet paix (pourtant essentiel dans un contexte de tensions liées à la transhumance, au foncier et à la présence de réfugiés) n'a pas pu démarrer à temps. Ce volet n'est pas resté totalement inactif, néanmoins : plusieurs études importantes ont été réalisées, notamment l'analyse des conflits en 2023, le conflit snapshot en 2024, l'analyse genre et la stratégie de sensibilité aux conflits. Ces productions constituent un socle analytique solide et permettent aujourd'hui de mieux comprendre les dynamiques de tension dans les provinces cibles. Un interlocuteur d'un service technique de l'administration locale mentionne que « *l'analyse des conflits a permis d'identifier les zones les plus exposées* », ce qui montre que ces études apportent une valeur stratégique réelle. Cependant, leur impact sur l'efficacité reste limité tant que les activités opérationnelles correspondantes, comme les dialogues intercommunautaires et les actions collectives, ne sont pas mises en œuvre.

Sur le plan économique, les AVEC constituent l'une des avancées les plus tangibles. Dans les trois provinces, les groupes sont effectivement constitués, les réunions sont régulières et la participation féminine est élevée. Une interlocutrice du Sila précise que « *les AVEC nous aident à mieux organiser nos dépenses* », signe d'appropriation. Toutefois, l'absence de déploiement des AGR (dont les kits qui ont connu un début de distribution qu'en fin de troisième année dans deux sur trois provinces, notamment Sila et Wadi-Fira) constitue une limite majeure. Sans les AGR, l'impact économique des AVEC reste partiel et n'offre pas encore aux ménages une perspective d'amélioration durable de leurs revenus.

L'efficacité des mesures d'inclusion reflète également une progression mitigée. Les comités paritaires, les mécanismes de redevabilité et les approches Engaging Men ont été mis en place dans plusieurs villages, ce qui pourrait contribuer à réduire certaines tensions intra-ménage et à améliorer l'acceptabilité du programme. Un interlocuteur du Ouaddaï note que « *les hommes commencent à accepter l'implication des femmes* », ce qui confirme un changement d'attitude progressif. Cependant, faute d'activités concrètes de transformation sociale et de dialogue communautaire, ces dispositifs restent des mesures de soutien plutôt que des moteurs de changement. Leur impact demeure superficiel tant qu'ils ne sont pas accompagnés d'actions systématiques.

Dans l'ensemble, l'efficacité du programme RESPECCT à la fin de sa troisième année est limitée. Les progrès observés dans la sécurité alimentaire grâce au cash sont réels mais insuffisamment consolidés. Les activités structurelles (économiques, environnementales et sociales) ont démarré trop tard pour produire les résultats intermédiaires attendus. Les études de base du volet paix sont pertinentes mais encore sans traduction opérationnelle. Les retards institutionnels, le retard dans le recrutement des OSC locales et les contraintes logistiques et sécuritaires ont pesé lourdement sur la capacité du programme à déployer une logique Nexus pleinement fonctionnelle. Toutefois, la dynamique récente de rattrapage (notamment la

---

<sup>4</sup> La contractualisation a eu lieu le 1<sup>er</sup> novembre 2025.

préparation des AGR, la structuration des comités environnementaux, la mobilisation des OSC et la consolidation des AVEC) offre une fenêtre d'opportunité. Si la quatrième année de mise en œuvre est marquée par une accélération soutenue et une meilleure synchronisation des composantes, l'efficacité globale pourra être renforcée. À ce stade, toutefois, elle demeure insuffisante au regard des ambitions du cadre logique.

### **Notation de l'efficacité : 3 / 5**

À mi-parcours, le programme a permis d'atteindre des résultats intermédiaires tangibles, notamment en matière de stabilisation de la sécurité alimentaire, de relèvement économique progressif et de renforcement de la cohésion sociale. Toutefois, l'atteinte des résultats demeure inégale selon les zones, les groupes cibles et les composantes, et certains effets restent fragiles ou encore en construction. L'efficacité est donc jugée modérée mais en progression, reflétant davantage une trajectoire positive qu'un niveau de résultats pleinement consolidé.

### **3.4. Efficience**

L'appréciation de l'efficience du programme à la fin de la troisième année renvoie une image similaire à celle formulée pour l'efficacité : une architecture robuste, des investissements techniques importants et une discipline financière avérée, mais une montée en puissance encore trop lente pour optimiser l'usage des ressources mobilisées. Les données financières consolidées jusqu'en juillet 2025 montrent un taux de consommation global de 26,4 %, dont seulement 17,09 % affectés aux activités. À ce stade du cycle, ce niveau de décaissement traduit moins une économie qu'une exécution ralentie. Comme l'a résumé un membre du consortium : « *Nous n'avons pas manqué de budget, nous avons manqué de temps pour l'utiliser au bon moment* ». Cette sous-consommation affecte l'efficience globale, en particulier pour les composantes dont les impacts se construisent dans la durée.

Là où les ressources ont effectivement été engagées, l'efficience apparaît globalement satisfaisante, en particulier pour le volet d'assistance monétaire, qui constitue le segment le plus opérationnel du programme à ce stade. Entre le démarrage et juillet 2025, quatre cycles de transferts monétaires inconditionnels, complétés par un tour de rattrapage, ont permis d'atteindre 8 990 ménages sur les 9 000 initialement prévus, pour un montant cumulé d'environ 1,61 milliard FCFA (environ 2,46 millions EUR). Les mécanismes de mise en œuvre témoignent d'une bonne maîtrise opérationnelle : les frais appliqués par le prestataire financier représentent environ 5 % des montants distribués, un niveau conforme aux pratiques courantes observées dans les dispositifs de cash transfert en contexte humanitaire et de relèvement. Par ailleurs, le programme a démontré une capacité d'ajustement en augmentant le montant unitaire du transfert de 42 000 à 48 000 FCFA par ménage à partir du deuxième cycle, conformément aux orientations du Cash Working Group et à l'évolution du coût de la vie. Les délais de mise en œuvre sont restés globalement maîtrisés, les incidents opérationnels limités, et les mécanismes de suivi et de redevabilité fonctionnels. Les retours qualitatifs confirment l'utilité immédiate du dispositif, comme le souligne un interlocuteur : « *Les distributions ont vraiment réduit la pression des dettes. Les ménages respiraient un peu* ». Néanmoins, cette efficience demeure essentiellement opérationnelle : faute d'une articulation suffisamment rapide avec les volets structurels (AGR, AVEC, renforcement des moyens d'existence), les effets

du cash restent en partie transitoires, ce qui limite encore son potentiel de transformation à moyen terme.

Les investissements en ingénierie (diagnostics, analyses de conflit, analyses de marché, outils AVEC, *Standard Operating Procedure*, cash et AGR) représentent une part importante des dépenses initiales. Ils traduisent un travail préparatoire sérieux, dont la qualité est reconnue par les partenaires. Toutefois, leur rendement reste différé. L'exemple du SOP AGR traduit bien ce décalage : finalisé sur le plan technique, validé méthodologiquement, mais dont la distribution effective de kits vient de commencer en fin de troisième année. Un interlocuteur de terrain l'a formulé ainsi : « *Tout est prêt dans les documents, mais il manque encore le passage à l'action* ». Ces investissements ne sont pas inefficients en eux-mêmes ; ils le deviennent temporairement en raison de l'absence de mise en œuvre opérationnelle. Le rapport coût-résultat demeure donc déséquilibré à ce stade.

Un phénomène comparable se retrouve dans la dynamique des AVEC. Leur déploiement est réel et relativement efficient : les groupes sont constitués, fonctionnels et largement féminins, avec des coûts opérationnels modestes. Leur efficacité sociale et financière commence à se manifester. Néanmoins, leur efficacité globale dépend étroitement du lancement des AGR, qui n'ont pas encore été distribués. L'absence de ce complément réduit la capacité des AVEC à générer une valeur ajoutée économique durable, ce qui contribue à limiter le rendement des ressources déjà engagées pour leur formation et leur accompagnement.

Le fonctionnement en consortium devait constituer un levier d'efficacité important, grâce à la mutualisation des outils, du bureau de coordination et des dispositifs de suivi. Sur plusieurs aspects, ce pari est réussi : les SOP harmonisés ont servi à l'ensemble des organisations, l'analyse des conflits et la stratégie de sensibilité aux conflits ont été produites une seule fois pour l'ensemble des zones, et la logistique des distributions de cash a bénéficié d'accords uniques avec le prestataire financier. Ces éléments constituent de vraies économies d'échelle. Cependant, cette mutualisation s'est accompagnée de coûts de transaction élevés. Les validations conjointes, la coordination régulière avec les programmes voisins (PARCA, HCR, PAM), et les ajustements inter-ONG ont parfois rallongé les délais. Comme l'a indiqué un coordinateur : « *Le consortium apporte de la cohérence, mais les discussions prennent du temps que l'on n'a pas toujours* ». Ce temps n'est pas perdu du point de vue qualitatif, mais il pèse sur l'efficacité en situation de retards cumulés.

L'approche Nexus devait renforcer l'efficacité en séquençant les investissements : stabiliser (cash), renforcer (AVEC/AGR), sécuriser (cohésion sociale, environnement). Sur le plan conceptuel, cette logique peut permettre d'optimiser l'usage des ressources en évitant les interventions isolées et redondantes. Mais la rupture temporelle entre les composantes (un cash très avancé, des AVEC en progression, des AGR et des chantiers retardés, un volet paix encore préparatoire) a empêché l'effet de levier prévu. Ainsi, la stabilisation monétaire, efficace à court terme, ne bénéficie pas encore du renfort économique et social qui en aurait maximisé la rentabilité. Comme l'a exprimé un acteur local : « *Le cash a marché, mais les autres activités ne suivaient pas.* »

On peut faire une analyse synthétique par plier :

#### *Pilier humanitaire*

Du point de vue du Nexus, le pilier humanitaire est celui pour lequel la conversion des ressources en résultats immédiats est la plus avancée. Les transferts monétaires ont permis d'atteindre presque l'intégralité des ménages ciblés et d'injecter des volumes financiers importants dans les économies locales, générant des effets rapides sur la consommation et la réduction des tensions économiques à court terme. Cette performance confère au pilier humanitaire un rôle stabilisateur central dans l'architecture du programme, tout en soulignant que son rendement reste fortement dépendant de sa capacité à être relayé par les autres piliers.

#### *Pilier développement*

Le pilier développement présente un rendement encore partiel à ce stade. Les ressources mobilisées ont principalement servi à mettre en place les bases techniques et organisationnelles des interventions (AVEC, AGR, chantiers productifs et environnementaux), ce qui limite la matérialisation immédiate des effets économiques attendus. Si certaines dynamiques positives sont enclenchées, notamment à travers les AVEC, l'absence de déploiement complet des AGR et des investissements productifs a réduit la capacité de ce pilier à amplifier les effets du pilier humanitaire et à contribuer pleinement à l'efficacité globale de l'approche Nexus.

#### *Pilier paix*

Le pilier paix, bien que mobilisant des ressources plus limitées, a permis de structurer des dispositifs essentiels de prévention et de gestion des tensions, en particulier à travers les analyses de conflit, les formations à la sensibilité au conflit et les mécanismes de dialogue communautaire. À ce stade, son rendement s'apprécie davantage en termes de réduction des risques et de création de conditions favorables à la mise en œuvre des autres composantes, plutôt qu'en résultats directement quantifiables. Son apport à l'efficacité globale dépend donc étroitement de son articulation opérationnelle avec les piliers humanitaire et développement.

Grosso modo, l'efficacité du programme à la fin de la troisième année peut être qualifiée de peu satisfaisante. Les ressources sont utilisées de manière rigoureuse et produisent des résultats probants là où les activités sont pleinement déployées, notamment sur le volet monétaire et la structuration des AVEC. Mais le ralentissement des composantes structurantes, la sous-consommation du budget d'activités et l'absence de connexion opérationnelle entre les différentes séquences Nexus limitent fortement le rendement global des investissements. Comme souligné plus haut, la dynamique de rattrapage observée en 2025 (validation de 40 chantiers dont 20 doivent commencer en début 2026, distribution des kits, consolidation des AVEC, finalisation des outils AGR, mobilisation des OSC) ouvre une fenêtre de correction. Pour que l'efficacité atteigne enfin le niveau attendu, cette dynamique devra se traduire par une accélération concrète et continue en année 4. À ce stade, cependant, l'efficacité, comme l'efficacité, reste en retrait des ambitions initiales du programme.

### **Notation de l'efficacité : 2,5 / 5**

L'efficacité du programme est affectée par la complexité du contexte sécuritaire, les ajustements fréquents liés aux crises (afflux de réfugiés, aléas climatiques) et certaines lourdeurs inhérentes à la coordination en consortium. Si les ressources sont globalement

utilisées de manière conforme aux objectifs et que des économies d'échelle existent, les coûts opérationnels élevés et les délais de mise en œuvre dans certaines zones limitent l'optimisation complète du rapport coûts-résultats à ce stade.

### 3.5. Impact / Effets de RESPECT et de DIZA-Est

Cette section analyse les effets du programme sur les populations ciblées en distinguant, d'une part, les impacts émergents observés à ce stade de la mise en œuvre de RESPECCT, et, d'autre part, les enseignements tirés des trajectoires à plus long terme d'anciens bénéficiaires du programme DIZA-Est. Cette double lecture permet d'apprécier à la fois les changements déjà perceptibles et la plausibilité des impacts structurels attendus, en tenant compte du phasage réel des interventions et des dynamiques différenciées entre provinces.

#### 3.5.1. Appréciation de l'impact de RESPECCT

L'appréciation de l'impact<sup>5</sup> du programme met en évidence des effets émergents, encore partiels mais déjà perceptibles, dans la réduction de certaines vulnérabilités immédiates, le renforcement progressif de l'autonomie économique des groupes marginalisés, l'amélioration graduelle des relations sociales et le début d'activation des structures locales de gouvernance. Ces effets, bien qu'encourageants, restent inégaux entre les provinces cibles, et reflètent surtout la portée des composantes qui ont effectivement avancé dans les trois premières années, à savoir l'assistance monétaire, les AVEC et les premiers mécanismes d'implication communautaire. Les impacts structurels (liés aux AGR, aux actions environnementales et aux mécanismes de cohésion sociale) demeurent, quant à eux, limités, en raison du démarrage tardif de ces volets.

Le premier impact manifeste concerne la capacité du programme à atténuer l'insécurité alimentaire immédiate des ménages les plus vulnérables grâce aux transferts monétaires. Dans les provinces où les besoins sont les plus criants, notamment dans certaines zones du Ouaddaï, les bénéficiaires soulignent que le cash a constitué un filet de survie essentiel durant les périodes de soudure. Un interlocuteur de Brédjing affirme que « *le cash a été la seule façon de tenir quand les prix montaient* ». Dans le Sila, fortement touché par les inondations récentes et par des fluctuations importantes des prix des denrées, les ménages insistent sur la stabilisation que ces transferts ont apportée : « *Après les pluies, tout était cher. Le cash nous a sauvés* », indique un habitant de Kerfi. A Wadi Fira, où les marchés sont relativement mieux approvisionnés, il a permis à certains ménages de constituer de petits stocks alimentaires et d'amorcer des initiatives d'épargne. Ces dynamiques reflètent un impact réel mais essentiellement conjoncturel, lié à l'axe humanitaire du programme, et encore déconnecté des composantes de développement dont les retards ont limité l'effet multiplicateur attendu.

L'impact économique lié aux activités de développement reste principalement porté par les AVEC, qui constituent le dispositif le plus avancé parmi les volets structurels. Les femmes, largement représentées dans ces groupes, rapportent des effets concrets sur leur autonomie

---

<sup>5</sup> On sous-entend ici l'effet engendré, car l'impact à long terme.

économique. Une interlocutrice du Wadi Fira note : « Avec les cotisations, j'ai acheté deux chèvres. Avant, je n'avais rien ». Au Ouaddaï, les usages des gains demeurent davantage orientés vers la consommation domestique, ce qui traduit un stade encore précoce de dynamisation économique : « C'est avec l'AVEC que j'ai payé les cahiers et les habits des enfants », indique une bénéficiaire de Brédjing. L'impact des AVEC est donc réel mais limité par l'absence d'AGR pleinement opérationnelles, ce qui freine la consolidation des revenus et l'effet de transformation attendu sur les moyens d'existence. Les ménages dirigés par des femmes (qui présentent des scores de diversité alimentaire plus faibles dans certaines zones) semblent bénéficier davantage de ces effets économiques, en raison de leur forte participation aux AVEC et de leur engagement dans des activités commercialisables à petite échelle.

Sur le plan social, bien que le volet paix du programme ait accusé d'importants retards opérationnels, certains premiers effets sont observables dans les villages où les interactions communautaires ont été renforcées par les AVEC, les comités locaux ou les premières activités d'animation. Dans le Sila, marqué par des arrivées récentes de populations déplacées ou réfugiées, un membre d'un comité local rappelle : « Quand les réfugiés sont arrivés, certains pensaient qu'ils allaient prendre leur place. Maintenant, ils cultivent ensemble ». Au sein du Ouaddaï, où la cohabitation entre réfugiés et hôtes est plus ancienne (notamment autour de Treguine et Brédjing) les pratiques coopératives se sont renforcées, comme le note une bénéficiaire locale : « Dans les AVEC, on travaille tous pareil. On ne regarde plus qui est réfugié ou autochtone ». Dans le Wadi Fira, les dynamiques communautaires étaient initialement plus stables, mais les premières activités de dialogue ont renforcé les mécanismes locaux de prévention des conflits : « Maintenant, quand il y a un problème, on s'assoit et on discute », indique un membre de comité à Iridimi. Ces effets demeurent toutefois localisés et reflètent davantage les efforts communautaires préexistants que l'impact structurel du volet paix, encore en cours d'activation.

Les effets sur les rapports de genre constituent également une dimension notable de l'impact social émergent. Les sensibilisations aux violences basées sur le genre et l'implication progressive des hommes dans certaines activités ont commencé à modifier certaines pratiques familiales. Une interlocutrice du Ouaddaï confie : « On nous a expliqué comment parler dans le ménage. Avant, on ne disait rien ». Dans le Wadi Fira, ces changements semblent plus visibles, probablement en raison de la participation plus active des jeunes hommes dans les espaces communautaires mobilisés par le programme. Dans le Sila, les transformations sont perceptibles mais plus lentes, reflétant la persistance de normes traditionnelles plus rigides. Ces impacts restent toutefois fragiles et nécessitent la mise en œuvre complète des volets sociaux et économiques pour se consolider.

Sur le plan institutionnel, l'impact du programme se manifeste par un renforcement progressif des structures locales existantes. L'implication des services déconcentrés susmentionnés dans la formation et le suivi technique a permis d'améliorer la qualité des pratiques agricoles dans certaines zones. Un agent de l'ANADER dans le Sila résume : « Les gens appliquent maintenant ce qu'on enseigne : les écartements, le traitement des semences (...). La production s'est améliorée

». Par ailleurs, les structures communautaires soutenues par le programme (comités de dialogue, comités verts, comités de redevabilité) commencent à jouer un rôle plus visible dans la médiation locale et la gestion collective, bien que leur niveau d'appropriation reste variable d'une province à l'autre.

Enfin, les premiers signes de durabilité des actions apparaissent dans les trois provinces, bien qu'ils restent encore limités. Les AVEC se poursuivent même en l'absence des équipes projet, des cotisations sont maintenues, et certaines techniques agricoles résilientes sont appliquées. Un interlocuteur du Wadi Fira mentionne : « *Maintenant, nous savons continuer sans attendre.* » Dans l'Ouaddaï, une réserve demeure quant aux moyens matériels pour pérenniser certaines activités : « *La formation, on l'a, mais il nous faut les moyens* », indique un responsable local. Dans le Sila, la transition semble plus solide grâce à la vitalité des structures communautaires et à une culture d'organisation consolidée par des interventions antérieures de Concern et d'autres ONG.

### **3.5.2. Impact de DIZA-Est : enseignements issus des focus groupes d'anciens bénéficiaires**

Les focus groupes réalisés auprès d'anciens bénéficiaires du programme DIZA-Est apportent un éclairage spécifique sur les effets à plus long terme des interventions de résilience économique et sociale, en complément de l'analyse d'impact menée pour RESPECCT. Ces discussions collectives, menées dans les localités concernées avec une dizaine de participants par groupe, permettent de documenter des trajectoires de changement sur une temporalité plus longue, là où les effets de RESPECCT demeurent encore en construction à mi-parcours.

Dans un premier focus groupe, les participants soulignent une continuité perçue entre DIZA-Est et RESPECCT, tant dans la logique d'intervention que dans les effets ressentis. Les échanges font apparaître une séquence d'appuis combinant transferts monétaires, formations et investissements communautaires, que les participants associent à une amélioration durable de leurs conditions de vie. Plusieurs membres du groupe indiquent que les compétences acquises et les appuis reçus dans le cadre de DIZA-Est continuent d'influencer leurs pratiques économiques actuelles, plusieurs années après la fin du projet. Comme l'exprime l'un des participants, repris et approuvé par d'autres membres du groupe : « *Avec DIZA, on a reçu le cash, on a été formés, et certains ont même travaillé autour du centre de santé. Beaucoup ont continué à travailler après, surtout dans le petit commerce et les jardins.* » (Focus groupe anciens bénéficiaires DIZA-Est, Sila)

Les discussions mettent en évidence que l'impact de DIZA-Est ne s'est pas limité à des effets immédiats, mais a contribué à renforcer des capacités économiques durables, notamment la poursuite d'activités génératrices de revenus et l'adoption de pratiques d'épargne. Plusieurs participants mentionnent la constitution de stocks ou la diversification des activités comme des acquis directement liés aux appuis reçus, leur permettant de mieux absorber les chocs ultérieurs.

Un second focus groupe, organisé dans le village de Brédjing (province du Ouaddaï) avec des bénéficiaires autochtones, confirme cette lecture en mettant davantage l'accent sur les dynamiques collectives et sociales héritées de DIZA-Est. Les participants, dont plusieurs membres d'AVEC, soulignent que les mécanismes mis en place lors du projet ont favorisé la solidarité et la coopération entre ménages au-delà de la durée formelle de l'intervention. Comme l'a résumé un participant, avec l'assentiment du groupe : « *Ce qu'on a appris avec DIZA*

*nous a aidés à continuer ensemble. Même après, on se réunit, on discute et on cherche des solutions »*, (Focus groupe bénéficiaires, membres AVEC, Brédjing , Ouaddaï).

Ce focus groupe apporte également un éclairage sur la cohabitation entre populations, les participants indiquant que la présence de réfugiés dans la localité n'a pas généré de tensions majeures et que la participation aux activités s'est faite de manière inclusive. Un participant précis : « *Ici, il y a quelques réfugiés, mais la relation est bonne. On participe ensemble aux activités »*, (Focus groupe bénéficiaires, Brédjing , Ouaddaï).

Cet élément, partagé par plusieurs membres du groupe, reste contextuel et ne saurait être généralisé à l'ensemble des zones d'intervention, mais il illustre la manière dont les dispositifs antérieurs ont contribué à instaurer des pratiques locales de dialogue et de coopération.

Dans l'ensemble, les focus groupes montrent que les impacts observés chez les anciens bénéficiaires de DIZA-Est reposent sur un enchaînement plus abouti entre appui immédiat, accompagnement technique et ancrage communautaire, combiné à un temps d'exposition suffisant. En comparaison, les bénéficiaires actuels de RESPECCT décrivent principalement des effets récents, encore largement liés à la stabilisation monétaire et aux premières dynamiques collectives. Cette lecture longitudinale renforce la plausibilité des impacts à moyen et long terme attendus de RESPECCT, sous réserve d'une mise en œuvre complète et articulée des composantes de développement et de cohésion sociale.

*Encadré 1: impact de DIZA-Est, enseignements issus des focus groupes*

Les focus groupes conduits auprès d'anciens bénéficiaires de DIZA-Est mettent en évidence plusieurs signaux d'impact durable : maintien d'activités économiques après la fin du projet, adoption de pratiques d'épargne et de gestion, renforcement des dynamiques collectives et amélioration de la capacité à faire face aux chocs. Bien que fondés sur un nombre limité de localités, ces résultats illustrent l'importance du temps et de la continuité des appuis pour produire des effets structurels, et offrent un point de comparaison pertinent pour apprécier les trajectoires d'impact potentielles de RESPECCT à plus long terme.

### **Notation de l'impact : 3 / 5**

Des effets positifs sont perceptibles sur les ménages bénéficiaires et certaines dynamiques communautaires, notamment en termes de capacité à faire face aux chocs et d'amélioration des relations sociales. Toutefois, compte tenu du stade d'avancement du programme et de la nature structurelle des vulnérabilités, ces effets restent partiels et encore réversibles. L'impact est jugé modéré à ce stade, avec un potentiel d'amplification à moyen terme.

### **3.6. Questions transversales**

L'examen des questions transversales dans RESPECCT montre que la prise en compte des dynamiques de genre, des principes de « ne pas nuire », de principes de l'approche sensibilité aux conflits et de la réduction des risques de catastrophe s'est inscrite dans une démarche progressive, contextualisée et cohérente avec les réalités des trois provinces d'intervention. Ces dimensions n'ont pas été traitées comme des éléments périphériques, mais comme des composantes structurantes du programme, en lien avec les analyses préalables menées par le consortium (analyse des conflits, analyse genre, conflict snapshot, stratégies de paix et de sensibilité au conflit) et avec les approches existantes d'accompagnement communautaire. Toutefois, leur niveau de déploiement demeure inégal et reflète le rythme d'avancement du

programme : certaines avancées sont perceptibles, d'autres restent émergentes, en raison des retards opérationnels observés sur les volets paix, environnement et transformation sociale.

Les normes de genre et les dynamiques de pouvoir ont constitué une première barrière importante. Dans certaines localités du Ouaddaï, les entretiens indiquent que les femmes assistaient historiquement aux réunions communautaires sans y prendre la parole. Une bénéficiaire de Brédjng résume ce changement : « *Avant, nous venions aux réunions mais nous n'avions pas le droit de parler. Maintenant, on nous dit : donnez vos idées* ». Ce basculement reste récent et s'explique par les sensibilisations menées dans le cadre des AVEC et par les premières actions de renforcement de capacités, bien que les indicateurs de changement des normes montrent que ce processus n'est qu'amorcé.

Dans le Sila, les barrières sont davantage liées à la charge domestique et aux contraintes saisonnières. Une animatrice de Kerfi explique : « *Les femmes veulent participer, mais souvent elles sont trop prises par les travaux de maison et les enfants* ». Cette réalité limite la disponibilité effective des femmes pour participer de manière active à certaines activités structurantes. L'impact des approches d'autonomisation (l'approche d'autonomisation économique et sociale (EASE) de IRC, les sensibilisations VBG, discussions intra-ménage) y est perceptible mais progressif, et dépend fortement de la mise en œuvre complète des volets économiques et sociaux.

A Wadi Fira, même si les situations sont similaires à celles de deux provinces, les normes sociales semblent plus flexibles, ce qui facilite une participation mixte aux AVEC et aux formations. Une membre d'Iriani affirme : « *Ici, nos maris nous laissent aller aux réunions parce qu'ils voient que ça apporte quelque chose à la maison* ». Cette ouverture reflète des dynamiques communautaires plus stables et une expérience plus ancienne de collaboration avec les organisations humanitaires. Néanmoins, les écarts entre femmes et hommes restent persistants : les données disponibles montrent que les ménages dirigés par des femmes conservent des niveaux de sécurité alimentaire plus faibles et un accès plus limité aux ressources productives, ce qui souligne que les normes évoluent lentement malgré les efforts du programme.

En complément des analyses qualitatives présentées ci-dessus, certains indicateurs quantitatifs transversaux permettent d'objectiver les dynamiques observées. Les données issues des enquêtes post-distribution indiquent une progression continue de la participation des femmes aux décisions liées à l'utilisation des transferts monétaires, avec un taux dépassant 97 % après le troisième cycle, contre environ 68 % lors du premier cycle, confirmant une évolution mesurable du pouvoir décisionnel féminin au sein des ménages bénéficiaires. Par ailleurs, la composition des AVEC, largement féminine, se traduit par une présence majoritaire des femmes dans les mécanismes d'épargne et de gestion collective, renforçant leur accès aux ressources financières et aux espaces de décision communautaires. Enfin, les données de suivi relatives aux mécanismes de redevabilité montrent que les plaintes enregistrées concernent principalement des aspects opérationnels (ciblage, organisation des activités), sans signalement massif de tensions communautaires ou d'incidents affectant spécifiquement les femmes, ce qui corrobore les constats qualitatifs sur l'intégration des principes de genre et de « do no harm » dans la mise en œuvre.

Les efforts du consortium se structurent autour d'une répartition fonctionnelle claire : Concern agit sur l'autonomisation économique et la structuration des AVEC et appuie l'émergence des « couples modèles » ; IRC renforce les dispositifs de protection et les approches sensibles au genre ; SFCG intervient sur les dynamiques communautaires et les interactions sociales sensibles au conflit. Cette complémentarité a permis des avancées réelles : dans le Ouaddaï, des femmes rapportent désormais participer à certaines décisions financières ; dans le Sila, les jeunes filles engagées dans les formations affirment être « traitées comme les garçons » ; et à Wadi Fira, les discussions autour du partage des tâches sont devenues un thème abordé « en famille », selon un participant de groupe de discussion réalisé pendant la mission de collecte de données. Cependant, ces transformations restent encore fragmentées et n'ont pas atteint le niveau méthodologique prévu dans le cadre logique, en raison du démarrage tardif des volets paix et transformation sociale.

Le principe de « ne pas nuire » constitue un second pilier transversal et apparaît comme l'un des volets les plus opérationnels du programme. Le système de redevabilité mis en place (boîtes à suggestions, comités de plaintes, réunions villageoises, ligne téléphonique) a permis d'anticiper et de prévenir les risques de tensions ou d'exclusion liés au ciblage. Un bénéficiaire du Sila affirme : « *Quand on dépose une plainte, ils lisent et ils viennent nous voir. Ce n'est pas ignoré* ». Ce retour d'expérience confirme que les mécanismes sont perçus comme accessibles, ce qui pourrait réduire les risques de conflits induits. Dans le Ouaddaï, où la cohabitation historique entre réfugiés et hôtes génère parfois des attentes divergentes, ces comités ont joué un rôle central pour éviter les perceptions de favoritisme. Un leader local note : « *S'il n'y avait pas les comités, il y aurait eu des problèmes. Les gens voient que tout est discuté publiquement* ». Dans le Wadi Fira, le principe « ne pas nuire » a surtout porté sur la prévention des fractures intercommunautaires, avec une attention accrue au rôle des leaders religieux, des jeunes et des femmes dans les activités de cohésion.

Le ciblage sensible, la validation communautaire des listes, la mixité des groupements et la coordination inter-ONG ont contribué à limiter les risques d'exclusion. Certaines plaintes persistent néanmoins, notamment concernant des non-bénéficiaires très vulnérables, mais ces plaintes traduisent davantage la vitalité du système de redevabilité que des failles majeures. Elles constituent même un indicateur d'inclusion sociale, dans la mesure où elles montrent que les populations se sentent légitimes pour interpeller le programme.

La prise en compte des risques de catastrophe et de la protection de l'environnement constitue la troisième dimension transversale. Bien que certaines activités environnementales accusent un retard dans leur plein déploiement, les formations et les démonstrations déjà réalisées ont produit des effets visibles dans plusieurs villages. Dans le Sila, confronté à des inondations et sécheresses récurrentes, les bénéficiaires rapportent que les techniques agroécologiques ont commencé à améliorer la productivité : « *Avant, rien ne poussait ici. Depuis qu'on fait les demi-lunes, on récolte mieux* », explique un cultivateur. Au Ouaddaï, l'accent mis sur la récupération des terres dégradées et la stabilisation des sols a donné des résultats encourageants : les comités verts autour de Brédjing affirment que « *la terre revient doucement* ». Dans le Wadi

Fira, où les sols sont fortement sableux et exposés au vent, les chantiers de fixation des sols ont aussi joué un rôle social, en favorisant la coopération entre habitants : « *Quand on travaille ensemble sur les sites, on oublie les histoires d'ethnie ou de camp* », souligne un participant au focus groupe.

Sur le plan institutionnel, l'intégration de l'approche Système SAP s'appuie sur une articulation progressive entre les mécanismes communautaires appuyés par RESPECCT (comités communautaires d'action, relais locaux) et les dispositifs institutionnels existants, notamment le SISAAP au niveau national et déconcentré. Dans le Sila, les acteurs communautaires décrivent un dispositif désormais fonctionnel, reposant sur la transmission régulière d'alertes climatiques (risques de crues, pluies intenses) via les relais communautaires, les autorités locales et les canaux habituels de communication (réunions communautaires, messages relayés par les chefs de village et les comités). Ces alertes ont déjà conduit à des ajustements concrets des pratiques, notamment le décalage des calendriers agricoles, la sécurisation de certains biens et l'anticipation des déplacements temporaires des ménages exposés.

Dans le Ouaddaï, où les dynamiques environnementales sont plus complexes et les aléas plus diversifiés, l'approche SAP est encore principalement mobilisée à des fins de sensibilisation et de préparation, en lien avec les services techniques et les autorités locales. Les comités communautaires indiquent que les informations reçues servent surtout à renforcer la vigilance collective et à alimenter les échanges avec les autorités, sans que des mécanismes systématiques de réponse ne soient encore pleinement formalisés à ce stade.

Dans le Wadi Fira, les comités locaux expliquent que les alertes transmises sont prises en compte dans les discussions communautaires et les échanges avec les autorités locales, notamment pour anticiper les risques liés aux pluies et à la pression sur les ressources. Toutefois, ils soulignent que l'impact opérationnel du SAP reste conditionné au renforcement des capacités techniques (formation à l'interprétation des signaux, compréhension des seuils d'alerte) et à la disponibilité de moyens matériels, comme l'exprime un membre de comité : « *Nous suivons les alertes quand elles arrivent, mais il faut plus de formations et plus de matériel pour bien comprendre et agir* ».

Globalement, la prise en compte des questions transversales dans RESPECCT a permis de réduire les risques de conflit, de renforcer l'inclusion sociale, de transformer progressivement certaines normes de genre, d'améliorer les pratiques environnementales et de structurer des mécanismes communautaires capables d'anticiper ou d'atténuer les chocs. Si le degré d'adoption varie selon les provinces et si certains volets restent encore insuffisamment opérationnels, l'intégration de ces dimensions contribue d'ores et déjà à poser les bases de durabilité et de résilience pour les communautés de l'Est du Tchad.

### **Notation des questions transversales : 3,5 / 5**

Les dimensions transversales sont bien intégrées dans la conception et la mise en œuvre du programme, avec des dispositifs spécifiques en faveur de l'égalité de genre, de l'inclusion et de la prévention des effets négatifs. Des résultats différenciés positifs sont observés, notamment pour les femmes, malgré des contraintes socioculturelles et contextuelles persistantes dans certaines localités. La performance transversale est jugée satisfaisante, avec des marges d'amélioration ciblées.

## 4. Conclusion générale de l'évaluation à mi-parcours

L'évaluation à mi-parcours du programme met en évidence un ensemble de résultats contrastés, révélant à la fois la pertinence stratégique de l'intervention et les limites opérationnelles qui ont freiné la concrétisation de son potentiel au cours des trois premières années. L'analyse montre de manière claire que la logique Nexus demeure pleinement adaptée aux vulnérabilités structurelles de l'Est du Tchad. Les besoins des populations hôtes, réfugiées et retournées justifient la continuité d'une approche intégrée visant simultanément la stabilisation, l'autonomisation et la prévention des tensions. Sur ce plan, la conception du programme, sa concentration géographique et la complémentarité technique des membres du consortium constituent des atouts indéniables.

Cependant, l'analyse révèle également que la progression réelle du programme reste inférieure au niveau attendu à ce stade. Les retards administratifs, les blocages liés à la contractualisation des OSC locales, les contraintes sécuritaires et climatiques ainsi que les difficultés d'accès à certaines zones ont profondément perturbé la séquence prévue des activités. Ceux-ci ont empêché l'activation précoce de plusieurs volets structurants (AGR, infrastructures communautaires, actions de cohésion sociale, chantiers environnementaux), ce qui limite pour l'instant la matérialisation des effets interdépendants attendus du Nexus. Les résultats sont donc visibles mais partiels : le cash a stabilisé les ménages les plus vulnérables ; les AVEC ont constitué un socle solide d'organisation communautaire et d'autonomisation économique ; les activités agroécologiques ont donné des signes positifs d'adaptation climatique ; les premières actions de dialogue ont renforcé la confiance là où elles ont été initiées. Mais l'ensemble de ces résultats demeure fragmenté, faute d'avoir été intégré dans un rythme opérationnel fluide.

La dynamique récente observée en fin d'année 3 montre toutefois que les conditions sont désormais réunies pour une accélération significative au cours de la seconde moitié du programme. La clarification des rôles au sein du consortium, l'instauration des OSC locales dans le consortium, le renforcement des structures communautaires, la montée en puissance des approches de redevabilité et les premiers effets des formations techniques constituent autant de leviers pour transformer l'élan actuel en impacts plus structurels. L'évaluation révèle ainsi un programme dont la pertinence est confirmée, dont les effets initiaux sont tangibles mais encore limités, et dont le potentiel reste important à condition que les efforts de rattrapage engagés soient consolidés et structurés.

Dans un contexte de pressions migratoires continues, d'instabilité régionale et de vulnérabilités climatiques persistantes, RESPECCT demeure une intervention stratégique, et les prochaines années seront déterminantes pour traduire la vision Nexus en impacts durables.

## 5. Leçons apprises et bonnes pratiques

Les leçons dégagées de cette évaluation à mi-parcours offrent un éclairage essentiel sur les facteurs ayant facilité ou freiné la mise en œuvre du programme, tandis que les bonnes pratiques identifiées mettent en lumière les approches qui ont produit des résultats solides et reproductibles. Ensemble, elles constituent un socle analytique permettant d'orienter les ajustements nécessaires pour optimiser la seconde partie du programme, renforcer la cohérence du Nexus et accroître l'impact au bénéfice des communautés de l'Est du Tchad. Ces enseignements éclairent autant la gestion opérationnelle que les dynamiques communautaires et institutionnelles.

### 5.1. Cinq principales leçons apprises

Les données analysées mettent en lumière plusieurs enseignements structurants qui éclairent à la fois la dynamique interne du consortium et la réalité opérationnelle dans les trois provinces d'intervention.

Une première leçon concerne la centralité du séquençage dans les approches Nexus. Le programme avait été conçu de manière cohérente, mais la mise en œuvre a montré qu'un retard sur une composante (en l'occurrence les AGR, les activités environnementales et les mécanismes communautaires de prévention des conflits) peut compromettre la logique d'ensemble. L'absence d'articulation temporelle entre le cash, les dispositifs d'épargne, les AGR et les actions de cohésion sociale a démontré que les progrès visibles au niveau de la sécurité alimentaire ne peuvent se stabiliser sans un renforcement économique et institutionnel effectif. Ce constat réaffirme que la cohérence conceptuelle d'un programme Nexus ne suffit pas : c'est la synchronisation réelle des séquences qui en conditionne l'impact.

Une deuxième leçon porte sur la nécessité de consolider les dispositifs de gouvernance dès le début du programme. Les retards dans la contractualisation des organisations locales ont empêché la mise en œuvre à temps des activités de paix, ce qui a réduit la capacité du programme à contribuer à la réduction des tensions communautaires dans une période marquée par d'importants mouvements de populations. Il ressort que, dans des contextes fragiles où les tensions intercommunautaires peuvent évoluer rapidement, le renforcement institutionnel ne peut être considéré comme un volet complémentaire. Il doit être établi comme un préalable, au même titre que les activités de réponse humanitaire. L'expérience des trois premières années montre qu'un cadre de gouvernance fonctionnel (incluant les OSC, les leaders communautaires et les services déconcentrés) aurait permis d'amortir les retards opérationnels en renforçant les capacités locales de gestion des tensions et d'arbitrage.

La troisième leçon concerne la pertinence de l'approche participative, qui s'est révélée être un atout majeur, mais dont l'ampleur aurait pu être plus systématiquement exploitée. Dans les localités où les communautés ont été associées dès le début (par exemple dans certaines zones du Sila où les comités verts et les comités de redevabilité avaient déjà une expérience issue de programmes antérieurs), les activités du programme ont été mieux comprises, mieux acceptées

et plus rapidement mises en œuvre. À l'inverse, dans les zones où les mécanismes de participation étaient nouveaux ou faiblement consolidés (notamment dans plusieurs cantons du Wadi Fira), des incompréhensions initiales ont ralenti la mise en œuvre. L'expérience montre ainsi que la participation communautaire est plus efficace lorsqu'elle s'appuie sur des structures préexistantes et qu'elle est accompagnée d'un travail de renforcement des capacités.

Une quatrième leçon se dégage autour de la gestion des attentes. Les provinces de l'Est, en particulier les zones proches de la frontière, sont saturées d'interventions humanitaires depuis plus de deux décennies. Les communautés ont développé des attentes fortes, parfois orientées vers des modalités d'assistance plutôt que des dynamiques de renforcement structurel. Le programme a montré que l'introduction d'approches intégrées (épargne, gestion communautaire, prévention des conflits) doit s'accompagner d'un effort constant de communication pour éviter des perceptions d'inégalité, surtout lorsque les activités structurantes accusent des retards. L'expérience des équipes avec lesquelles les évaluateurs se sont entretenus démontre que les sessions d'information régulières et les mécanismes de redevabilité réduisent efficacement les risques de tensions liés au ciblage.

Enfin, une dernière leçon porte sur l'importance d'adapter les approches techniques aux réalités écologiques et sociales des trois provinces. Les formations agroécologiques ont montré des résultats encourageants, mais ont également révélé que certaines techniques nécessitent un accompagnement plus long dans les zones les plus arides du Wadi Fira, ou une articulation plus forte avec les services déconcentrés dans les zones d'expansion agricole du Sila. Cette diversité environnementale montre que les approches techniques ne peuvent être uniformisées sans être adaptées aux spécificités locales.

## **5.2. Six bonnes pratiques identifiées**

Plusieurs bonnes pratiques émergent du programme RESPECCT et constituent des leviers importants pour la seconde phase de mise en œuvre.

La première, et sans doute la plus significative, est l'efficacité de l'approche AVEC comme moteur d'autonomisation économique et de cohésion sociale. Dans les trois provinces, ces structures ont rapidement été appropriées, et leur fonctionnement régulier, même en période de contraintes logistiques, témoigne de leur résilience interne. Les AVEC se sont révélées être non seulement un instrument financier, mais également un espace social où se construisent la confiance, la solidarité et parfois même des mécanismes spontanés de gestion des tensions. Leur capacité à fonctionner même en dehors de l'intervention directe du programme constitue l'un des acquis les plus robustes de la période évaluée.

Une deuxième bonne pratique réside dans l'usage cohérent et structuré des mécanismes de redevabilité. Le système de plaintes (boîtes à suggestions, comités, réunions villageoises et ligne de feedback) a permis non seulement d'améliorer la transparence, mais surtout de prévenir l'émergence de conflits liés au ciblage. Dans plusieurs localités du Ouaddaï, des leaders communautaires ont indiqué que la simple existence de ces mécanismes réduisait les suspicions et encourageait le dialogue. Cette expérience montre que, dans des environnements

complexes, la redevabilité est non seulement un outil de conformité, mais également un levier de cohésion sociale.

La troisième bonne pratique concerne l'articulation progressive des volets genre, protection et cohésion sociale, même si leur déploiement opérationnel a été tardif. Les sensibilisations menées par IRC et les premières activités communautaires facilitée par SFCG et Concern ont déjà favorisé, dans certaines localités, une évolution des rapports intra-ménage et une participation accrue des femmes dans les espaces collectifs. Lorsqu'elles sont appliquées conjointement, ces approches se renforcent mutuellement, améliorant à la fois l'acceptabilité du programme et la protection des groupes vulnérables. Cette dynamique conjointe constitue une base solide pour les futures activités de transformation sociale prévues dans les résultats 2 et 3.

Une quatrième bonne pratique est visible dans les zones où les services déconcentrés (ANADER, environnement, élevage) ont été étroitement associés aux activités. Dans le Sila, par exemple, la collaboration avec l'ANADER a amélioré l'adoption des techniques agroécologiques et facilité la diffusion communautaire des bonnes pratiques. La participation active des services techniques renforce la durabilité, réduit la dépendance des communautés à l'assistance extérieure et contribue à institutionnaliser les approches de résilience.

Une cinquième bonne pratique est observée dans l'organisation du consortium. Malgré les retards initiaux, les rôles et responsabilités de chaque membre sont clairement définis, et les zones d'intervention sont bien réparties, ce qui a limité les chevauchements et les duplications. Les plateformes de coordination interne ont permis un partage régulier d'informations, et même si certaines articulations restent à renforcer (notamment entre les composantes paix et moyens d'existence), la structure « consortium » constitue un avantage pour une montée en puissance harmonisée à partir de la quatrième année.

Enfin, une dernière bonne pratique concerne l'engagement communautaire au sens large. Dans presque toutes les zones visitées, les communautés ont montré une capacité d'auto-organisation importante, qu'il s'agisse de poursuivre les AVEC, d'appliquer les techniques agroécologiques ou de participer activement aux comités locaux. Cette participation constitue un terreau favorable pour l'intensification des activités structurantes dans les années à venir, confirmant que la mobilisation sociale initiale figure parmi les réussites les plus solides du programme.

## 6. Les recommandations issues de cette évaluation à mi-parcours<sup>6</sup>

Les recommandations issues de cette évaluation à mi-parcours s'inscrivent dans la dynamique d'un programme dont la pertinence stratégique est pleinement confirmée, mais dont la progression opérationnelle reste en deçà du niveau attendu à la troisième année de mise en œuvre. Les analyses montrent que les retards initiaux, les lourdeurs administratives, les contraintes environnementales et les difficultés d'articulation entre les volets ont freiné la concrétisation du potentiel du Nexus, produisant des résultats partiels mais prometteurs. Dans ce contexte, les recommandations proposées ici visent à la fois à corriger les facteurs structurels qui ont entravé l'efficacité du programme et à renforcer les leviers opérationnels capables d'accélérer la production de résultats tangibles au cours des deux prochaines années. Elles distinguent les orientations qui relèvent d'un engagement stratégique (nécessitant des décisions au haut niveau des organisations membres du consortium et des bailleurs) des mesures opérationnelles qui peuvent être mises en œuvre directement par les équipes sur le terrain. L'objectif général est de consolider les acquis, de fluidifier les mécanismes internes, de renforcer l'intégration des volets et d'assurer une montée en puissance cohérente et durable du programme, en adéquation avec les besoins des populations de l'Est du Tchad et avec les ambitions du cadre logique.

### 6.1. Recommandations stratégiques

#### *Recommandation stratégique 1*

Réduire les lourdeurs administratives et procédurales au niveau des bailleurs (Union Européenne et Agence Française de Développement) et des organisations membres du consortium. Les retards de validation et de contractualisation ont eu un effet direct sur la mise en œuvre, empêchant l'activation à temps des OSC et des volets structurant le Nexus. Il est recommandé d'adopter des procédures accélérées pour les programmes sensibles au facteur temps (calendriers contractuels de validation, mécanismes de pré-décaissement, etc.), associées à une simplification interne des protocoles administratifs entre les membres du consortium. Cette réduction des frictions systémiques est essentielle pour sécuriser la séquence logique des interventions.

#### *Recommandation stratégique 2*

Renforcer l'ancrage institutionnel du programme par l'intégration formelle des autorités locales et des services déconcentrés dans la gouvernance du projet. Les retards observés ont montré que l'absence de structures locales robustes réduit la résilience du programme face aux contraintes externes (mobilité, tensions, aléas climatiques). La signature de conventions opérationnelles avec les services techniques (ANADER, environnement, élevage, affaires

---

<sup>6</sup> Une fois de plus, contrairement au vœu des TdR de voir des recommandations liées aux différents critères, nous nous proposons de les structurer de manière à résoudre des problèmes d'ensemble.

sociales) et les communes contribuerait à stabiliser la mise en œuvre et à renforcer la durabilité des résultats.

### *Recommandation stratégique 3*

Stabiliser la relation avec les communautés par une stratégie de communication communautaire structurée. Le contexte historique d'assistance et les retards de mise en œuvre ont renforcé certaines attentes et sentiments d'iniquité. Une stratégie proactive de communication, reposant sur des messages clairs, des réunions régulières d'information et un usage renforcé des mécanismes de redevabilité, permettra d'améliorer la confiance et de réduire les risques sociaux associés aux retards opérationnels.

## **6.2. Recommandations opérationnelles**

### *Recommandation opérationnelle 1*

Mettre en œuvre un plan d'accélération opérationnelle pour les volets structurants (AGR, chantiers environnementaux, cohésion sociale). Ces composantes sont essentielles pour produire les changements attendus dans les résultats 2 et 3, mais leur déploiement tardif limite la capacité du programme à générer des transformations durables. Une feuille de route détaillée avec chronogramme trimestriel<sup>7</sup>, responsabilités précises et indicateurs de progression est recommandée pour assurer une montée en charge rapide.

### *Recommandation opérationnelle 2*

Articuler de manière plus systématique les AVEC, les AGR et les formations professionnelles à venir. Les AVEC fonctionnent bien mais n'atteignent pas leur plein potentiel sans un arrimage structuré aux AGR et aux dispositifs de formation. Il est recommandé d'orienter prioritairement les membres des AVEC vers les AGR et de créer des passerelles opérationnelles entre les jeunes formés et les groupements économiques locaux, afin de renforcer les gains financiers et sociaux déjà observés.

### *Recommandation opérationnelle 3*

Étendre rapidement les activités de cohésion sociale et de transformation des normes dans les zones où les tensions sont les plus sensibles (foncier, transhumance, cohabitation entre réfugiés et hôtes). Les premières expériences montrent que, lorsqu'elles sont amorcées, ces activités produisent des effets visibles, mais leur couverture géographique demeure limitée. L'extension de ces actions permettra de prévenir les conflits latents et de renforcer le tissu social.

### *Recommandation opérationnelle 4*

Consolider l'accompagnement technique des activités environnementales pour assurer une adoption durable des pratiques agroécologiques. Les résultats observés sont encourageants

---

<sup>7</sup> Il serait important de procéder à une révision technique en termes de calendrier et budgétaire pour permettre une réalisation pertinente des activités restantes. Tenir en deux ans les activités restantes n'est pas réaliste.

mais hétérogènes selon les provinces. Il est recommandé d'intensifier les démonstrations pratiques, de renforcer les échanges paysans-paysans et d'associer plus systématiquement les services techniques pour diffuser les techniques dans les zones les plus arides ou les plus dégradées.

#### *Recommandation opérationnelle 5*

Renforcer et valoriser les mécanismes de redevabilité déjà en place. Les comités de plaintes, les sessions d'information villageoises et les boîtes à suggestions ont démontré leur utilité pour prévenir les tensions sociales. Une meilleure visibilité de ces outils, associée à des retours réguliers d'information aux communautés, améliorerait la transparence, la confiance et la compréhension générale du programme.

## **Bibliographie indicative**

- **CHS Alliance.** (2018). « Core Humanitarian Standard on quality and accountability »
- **Concern Worldwide.** (2022). « Narratif de la proposition de projet ».
- **Concern Worldwide.** (2023). « Rapport annuel RESPECCT 2024 »
- **Concern Worldwide.** (2023). « Rapport baseline RESPECCT ».
- **Concern Worldwide.** (2024). « Rapport de l'enquête annuelle 2024 ».
- **Concern Worldwide.** (2024). « Rapport intermédiaire semestre 1 2024 ».
- **OCHA.** (2024). « Humanitarian needs overview-Chad »
- **OCHA.** (2025). « Humanitarian response plan-Chad »
- **OECD.** (2019). « DAC recommendation on the Humanitarian-Development-Peace Nexus »
- **SFCG.** (2023). « Analyse des conflits à l'Est du Tchad ».
- **SFCG.** (2024). « Stratégie Sensibilité au conflit ».
- **SPARC.** (2024). « Climate risks and resilience in Chad »
- **SPHERE Association.** (2018). « The Sphere handbook : humanitarian charter and minimum standards in humanitarian response ».
- **UNHCR.** (2025). « Chad refugee response-Situation update »

## Annexes

### Annexe 1 : Matrice de triangulation des sources mobilisées

**Lecture :** ● = source principale ○ = source contributive / de confirmation

<b>Critère d'évaluation</b>	<b>Questions évaluatives clés</b>	<b>Analyse documentaire (proposition, rapports narratifs, cadres logiques, SOP, données financières)</b>	<b>Données quantitatives (enquêtes ménages, SCA, SDAM, rCSI, PDM, bases Concern / BUCOFORE)</b>	<b>Données qualitatives (entretiens, FGD, observations, extraits terrain)</b>
<b>Pertinence</b>	Adéquation des objectifs aux besoins et priorités des populations (femmes, jeunes, personnes handicapées, groupes marginalisés)	● (diagnostics initiaux, logique d'intervention, ciblage)	○ (profil socio-démographique, vulnérabilités, désagrégation sexe/province)	● (perception des besoins, priorités exprimées, besoins non couverts)
	Niveau de participation des bénéficiaires et non-bénéficiaires, y compris groupes marginalisés	○ (dispositifs de participation et redevabilité décrits)	○ (participation aux activités, taux de couverture)	● (récits de participation, plaintes, mécanismes de feedback)
	Justification du choix de l'approche Nexus au regard des dynamiques locales	● (proposition, notes stratégiques, articulation HDP)	○ (indicateurs croisés sécurité alimentaire / résilience)	● (appréciation des acteurs locaux et partenaires)
	Alignement avec priorités nationales et politiques de Concern et partenaires	● (politiques sectorielles, cadres institutionnels)	—	○ (perception des services techniques et autorités locales)
	Pertinence stratégique des	● (rôles des partenaires,	○ (répartition des interventions)	● (appréciation des partenaires,

	partenariats dans le cadre du Nexus	mécanismes de coordination)		complémentarité perçue)
<b>Cohérence</b>	Synergies et complémentarités avec autres interventions et acteurs	• (cartographie des acteurs, rapports de coordination)	○ (recoupement géographique et sectoriel)	• (discours des partenaires, pratiques de coordination terrain)
	Cohérence interne entre volets humanitaire, développement et paix	• (cadre logique, séquençement des activités)	○ (évolution conjointe des indicateurs)	• (retours terrain sur articulation des volets)
<b>Efficienc</b>	Rentabilité des activités (coût / résultat)	• (rapports financiers, coûts unitaires)	○ (résultats atteints par activité)	○ (perception opérationnelle de l'efficienc)
	Utilisation efficace des ressources pour produire des résultats Nexus-HDP	• (budgets, plans opérationnels)	○ (comparaison outputs / résultats)	○ (appréciation des équipes terrain)
	Économies d'échelle et valeur ajoutée du consortium	• (mutualisation logistique, coordination)	—	• (témoignages partenaires et équipes)
	Fluidité de la transition urgence → développement → paix	○ (dispositifs prévus, crisis modifier)	○ (temporalité des effets mesurés)	• (récits d'adaptation et de continuité)
<b>Efficacit</b>	Pertinence de la logique d'intervention et atteinte des résultats	• (chaîne de résultats, hypothèses)	• (SCA, SDAM, rCSI, AGR, AVEC, formation)	○ (validation et explication des changements)
	Changements significatifs attribuables au programme (prévus ou non)	○ (objectifs attendus)	• (évolution des indicateurs clés)	• (changements perçus, effets inattendus)

	Prise en compte des inégalités et effets différenciés	○ (approches genre et inclusion décrites)	● (désagrégation sexe, province, type de ménage)	● (discours femmes, jeunes, ménages vulnérables)
<b>Impact / Effets</b>	Réponse aux besoins des ménages les plus vulnérables et adéquation des modalités	○ (ciblage prévu)	● (amélioration sécurité alimentaire, moyens d'existence)	● (appréciation des bénéficiaires)
	Effets différenciés selon sexe, âge, statut et influence sur relations entre acteurs	○	●	●
	Renforcement des capacités locales et durabilité des acquis	○ (dispositifs institutionnels)	○ (maintien des pratiques)	● (capacité à poursuivre après le projet)
<b>Questions transversales</b>	Dynamiques et barrières liées à l'égalité et au pouvoir	○	○	●
	Intégration du principe « ne pas nuire »	● (SOP, mécanismes AAP)	○ (plaintes enregistrées)	● (perceptions locales)
	Prise en compte de la RRC et de l'environnement	● (composantes environnementales, SAP)	○ (résultats observables)	● (appréciation des communautés et techniciens)

## Annexe 2 : Tableau de synthèse de l'échantillonnage qualitatif

### A. Acteurs institutionnels et partenaires

Type de collecte	Profil des participants	Institution / Organisation	Sexe (F / H)	Province / Niveau	Nombre
Entretiens individuels (IDIs)	Responsables de mise en œuvre	Concern Worldwide, IRC, SFCG	F & H	National / Provincial	4
Entretiens individuels (IDIs)	Équipes terrain / mobilisateurs	ONG partenaires	F & H	Ouaddaï / Sila / Wadi Fira	9
Entretiens individuels (IDIs)	Services techniques déconcentrés	Agriculture, Élevage, Environnement, Hydraulique (ANADER, etc.)	Majoritairement H	Provincial / Départemental	1
Entretiens individuels (IDIs)	Autorités locales	Préfets, chefs de canton, autorités administratives	Majoritairement H	Local / Départemental	9

**Sous-total acteurs institutionnels** : 23 personnes

### B. Acteurs communautaires, bénéficiaires et populations affectées

Type de collecte	Profil des participants	Statut (Hôte / Réfugié / Retourné)	Sexe (F / H)	Province	Nombre
Entretiens individuels (IDIs)	Bénéficiaires directs (cash, AGR, AVEC, FP)	Mixte	F & H	Toutes	19
Entretiens individuels (IDIs)	Ménages vulnérables non bénéficiaires	Hôtes / Réfugiés	F & H	Ouaddaï / Sila	2
Discussions de groupes (FGD)	Femmes bénéficiaires	Hôtes / Réfugiées	F	Toutes	4
Discussions de groupes (FGD)	Hommes bénéficiaires	Hôtes / Réfugiés	H	Toutes	2

**Sous-total acteurs communautaires** : 27 entretiens individuels et discussions de groupe confondus

### Annexe 3 : Calendrier terrain

Phase collecte	09/11	10/11	11/11	12/11	13/11	14/11	15/11	16/11	17/11	18/11	19/11	20/11
Voyage - aller												
Prise de contact avec l'équipe d'Abéché et voyage pour le Wadi-Fira et Sila												
Collecte dans Kimiti - Sila												
Collecte dans Kobé - Wadi Fira												
Voyage Iriba-Abéché-Hadger-Hadid Voyage Gozbeida-Abéché-Hadger-Hadid												
Collecte dans Assoungha - Ouaddaï												
Retour Abéché												
Voyage retour N'Djamena												